

Cours :

**LEGISLATION
DES EAUX**

Année Universitaire 2021 /2022

Table des matières

La liste des figures	v
Sigles et Abréviations	vi
Introduction Générale	1
Chapitre I : Code des Eaux-2005	2
I.1. historique sur l'eau en Algérie depuis l'indépendance 1962	2
I.2. Les objectifs du code des eaux 2005	4
I.3. Grands axes du code des eaux 2005	5
I.3.1. Titre I : Des dispositions préliminaires.....	6
I.3.2. Titre II : Du régime juridique des ressources en eau et des infrastructures hydraulique.....	8
I.3.3. Titre III : De la protection et de la préservation des ressources en eau.....	16
I.3.4. Titre IV : Des instruments institutionnels de la gestion intégrée des ressources en eau..	22
I.3.5. Titre V : Du régime juridique de l'utilisation des ressources en eau	26
I.3.6. Titre VI : Des services publics de l'eau et de l'assainissement.....	32
I.3.7. Titre VII : De l'eau agricole.....	37
I.3.8. Titre VIII : De la tarification des services de l'eau.....	39
I.3.9. Titre IX : De la police des eaux	43
I.3.10. Titre X : Dispositions transitoires et finales	47
Chapitre II : Aspects juridiques et institutionnels relatifs au secteur de l'hydraulique	48
II.1. Aspect juridique relatifs au secteur de l'hydraulique	48
II.1.1. Domaine public hydraulique	49
II.2. Aspect institutionnels relatifs au secteur de l'hydraulique	52
II.2.1. Administration de l'eau (Ministère des ressources en eau-MRE).....	52
II.2.2. Les directions générales du ministère de ressource en eau	52
II.2.3. Administration déconcentrée	53
II.2.4. Agences et organisme sous tutelle du MRE	53
Chapitre III : Compétences et attributions des collectivités locales dans le secteur d'hydraulique	59
III.1. La décentralisation des services d'eau potable et d'assainissement	59
III.2. La gestion communautaire de l'eau	60
III.3. Renforcement la commune par l'organisation des services d'eau potable et	

d'assainissement.....	62
III.3.1. La décentralisation des services d'eau potable et d'assainissement.....	63
III.3.2. Rôle de la commune dans la coordination entre les services EAH (Eau- Assainissement-Hygiène)	64
III.3.3. Amélioration des acteurs locaux par la connaissance sur le contexte sectoriel.....	65
III.3.4. La commune planifie le déploiement des services EAH	68
III.3.5. Développement des services EAH	69
Chapitre IV : Eau dans les pays en développement	71
Introduction.....	71
IV.1. Les problèmes sanitaires liés à l'eau.....	74
IV.2. L'eau et l'agriculture.....	76
Références bibliographiques	78

La liste des figures

Figure I.1. Présentation de la délimitation du domaine public naturel	9
Figure I.2. Présentation de la consistance du domaine public artificiel	12
Figure I.3. Présentation des servitudes relatives au domaine public hydraulique artificiel.....	14
Figure II.1. Les autorités de l'eau	52
Figure II.2. Les cinq bassins hydrographiques en Algérie.....	55
Figure IV.1. Répartition de la population mondiale (ONU habitat ,2001 et AITEC ,1994) d'après Marc Bied-Charreton et al ,2006	72
Figure IV.2. Répartition de la population mondiale (Marc Bied-Charreton et al)	73

Sigles et Abréviations

ABH	Agence de Bassin Hydrographique
ADE	Algérienne des Eaux
ANBT	Agence Nationale des Barrages et Transferts
ANRH	Agence Nationale des Ressources Hydriques
BHC	Bureau hygiène communale
D.A.E.P	Direction de l'Alimentation en Eau Potable
D.A.P.E	Direction de l'Assainissement et de la Protection de l'Environnement
D.B.M	Direction du Budget, et des Moyens
D.E.A.H	Direction des Etudes et des Aménagements Hydrauliques
D.H.A	Direction de l'Hydraulique Agricole
D.M.R.E	Direction de la Mobilisation des Ressources en Eau
D.P.A.E	Direction de la Planification et des Affaires Économiques
D.R.C	Direction de la Réglementation et du Contentieux
D.R.H.F.C	Direction des Ressources Humaines, de la Formation et de la Coopération
DPH	Domaine public hydraulique
EAH	Eau – Assainissement –Hygiène
MRE	Ministère des ressources en eau
ONA	Office National de l'Assainissement
ONID	Office National de l'irrigation et le drainage
OPI	Office des Périmètres Irrigués
FAO	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
ONU	Organisation des Nations Unies
AITEC	Association Internationale de Techniciens, Experts et Chercheurs
PED	Pays en développement

Introduction Générale

En Algérie, le secteur de l'eau fait l'objet d'une attention particulière de la part des pouvoirs publics qui lui consacrent des moyens financiers et matériels importants. La construction de nouveaux barrages, la réalisation de grands transferts régionaux et de grandes adductions urbaines et agricoles, des usines de dessalement de l'eau de mer ont permis aussi d'augmenter le volume des ressources en eau mobilisées à l'échelle nationale et d'améliorer les conditions d'approvisionnement et surtout dans les régions déficitaires en cette ressource vitale .

Cependant, l'efficacité de ces efforts reste limitée parce que le service de l'eau est encore imparfait dans la plupart des villes, les irrigations dans les grands périmètres ne progressent pas et les pollutions menacent les nappes souterraines dans plusieurs zones. De plus, des volumes importants sont perdus dans les réseaux de distribution d'eau urbaine et les réseaux d'irrigation sont vétustes ou mal entretenus.

Toutes ces défaillances traduisent une maîtrise insuffisante dans la gestion des ressources hydrauliques du pays. Une politique de gestion de la demande en eau qui permettrait de contrôler, réduire et ajuster les consommations à ce qui est nécessaire, tout en supprimant les pertes et gaspillages, s'avère ainsi essentielle.

La volonté de développer une telle politique est souvent affirmée par les responsables en charge du secteur de l'eau. Quels sont alors les obstacles qui ralentissent la mise en œuvre effective des actions qu'implique la maîtrise de la demande en eau ?

L'Algérie est un des pays du Nord du bassin méditerranéen qui souffre de la pénurie d'eau. Les écoulements en eau y sont caractérisés par une irrégularité saisonnière et interannuelle importante et par une violence et une rapidité des crues. En effet, la connaissance des conditions climatiques joue un rôle important dans les études de planification économique; elle permet de mieux maîtriser les apports non contrôlés qui engendrent le bon fonctionnement du système de prévision et de gestion des ressources hydriques à court, moyen et long termes.

Chapitre I : Code des Eaux-2005

(Journal officiel de la république algérienne démocratique et populaire N° 60,
Code des eaux de la date : 04 septembre 2005)

I.1. Historique sur l'eau en Algérie depuis l'indépendance 1962

Selon le témoignage de Mohammed BENBLIDIA (ex secrétaire générale au MRE) (Mohammed BENBLIDIA, 2013) : Le secteur d'hydraulique en Algérie est passé par trois grandes étapes d'évolutions dont :

✚ **La première étape** va de l'indépendance au début des années 70, étape principalement consacrée à l'organisation des services centraux et régionaux, à la poursuite de programmes et de réalisation engagés, mais surtout à partir de 1965 à l'inventaire et à la connaissance des ressources hydrauliques nationales.

De nombreuses études furent lancées pour inventorier toutes les potentialités hydrauliques naturelles du pays a savoir :


- Etude de ressources en eau du Sahara septentrional ; qui a permis l'évaluation des ressources souterraines sahariennes et les conditions de leur exploitation ;
- Etudes et prospections des eaux de surface et aux possibilités de leur mobilisation permettant notamment d'établir un inventaire complet des sites de barrages ;
- Au cours de cette période, des aménagements hydrauliques importants ont été réalisés : l'achèvement de la construction du barrage de la Cheffia, la construction du barrage de Fergoug, du barrage de Djorf Torba, de la conduite d'adduction à la sidérurgie d'Annaba et celle de la Zone industrielle d'Oran-Arzew, etc.

✚ **La deuxième étape** de 1971 à 1999 – comprenant deux grandes périodes de 71 à 80 et de 80 à 99 - a été marquée par la recherche d'un modèle

institutionnel approprié permettant une gestion unifiée du secteur de l'eau par le regroupement des services relevant d'administrations différentes au sein d'un seul département ministériel.

- Ce fut d'abord le Secrétariat d'état à l'Hydraulique, puis en 1977 le Ministère de l'Hydraulique et de l'Environnement. Par la suite, la création des Directions de l'Hydraulique de Wilaya. Ce qui a permis la prise en charge complète et directe par ces directions des questions de l'eau dans leur wilaya ;
- Parmi les décisions marquantes de la période, a été la promulgation du Code National de l'Eau en 1983, fixant les principes de base de la gestion nationale de l'eau, les objectifs et les conditions d'utilisation des ressources.
- A la suite de la réunion des Assises Nationales de l'Eau en 1995, un amendement du Code en 1996 consacrant le principe de la gestion intégrée et concentrée dans la politique nationale de l'eau, a permis la création des Agences de Bassins Hydrographiques (ABH).

Au cours de cette longue période, le rythme et l'importance des réalisations de mobilisation des eaux de surface et souterraines (en particulier au Sud) se sont progressivement développés à partir de la fin des années 70. Plus de trente barrages ont été érigés entre 1970 et 1999 (**Mohammed BENBLIDIA, 2013**).

 **La troisième étape** a été caractérisée par une accélération et une intensification de la mobilisation des ressources en eau, les ressources naturelles superficielles et souterraines mais aussi des ressources non conventionnelles

Plusieurs facteurs ont privilégié cette gestion par l'offre par rapport à la gestion de la demande (**Mohammed BENBLIDIA, 2013**):

- La construction des 34 barrages portant ainsi la capacité de stockage de 4,2 à 8,5 milliards de m³ ;
- Plusieurs systèmes régionaux de mobilisation et de transfert d'eau ont été établis pour les besoins en eau de régions entières, ainsi que des transferts à très grandes distances ;
- Des installations de dessalement d'eau de mer fournissent déjà des volumes importants à plusieurs villes du littoral ;
- Cependant, au cours de cette période, parallèlement à ce qu'on pourrait qualifier comme une gestion par l'accroissement de l'offre, les responsables politiques en charge de l'hydraulique ont pris des mesures d'ordre institutionnel et réglementaire, procédé à des réformes et des réorganisations des structures et des établissements pour accroître les économies d'eau et améliorer l'efficience de l'eau dans toutes les utilisations.

Toutes ces actions s'inscrivaient dans les orientations de la Loi sur l'Eau de 2005 qui fixent les principes de la gestion de l'eau pour un développement durable des ressources qui constitue le grand défi pour l'avenir.

I.2. Les objectifs du code des eaux 2005

La gestion du secteur de l'eau en Algérie s'organise principalement dans le cadre de la Loi relative à l'eau (loi 05 du 4 août 2005). Instrument juridique à double finalité, normative et de politique sectorielle. Cette loi fondamentale est issue du Code de l'eau de 1983. Celui-ci a subi des modifications successives pour prendre en compte les évolutions économiques du pays et adopter les principes et règles applicables pour l'utilisation, la gestion et le développement durable des ressources en eau en tant que bien de la collectivité nationale.

La loi sur l'eau de 2005 consacre le droit d'accès à l'eau et à l'assainissement pour tous et fixe les objectifs suivants (**Mohammed BENBLIDIA et Gaëlle THIVET, 2010**) :

- ✚ l'utilisation rationnelle et planifiée des eaux pour la satisfaction des besoins des populations et de l'économie nationale ;

- ✚ la protection des eaux contre la pollution, le gaspillage et la surexploitation ;
- ✚ la prévention contre les effets nuisibles de l'eau.

Par rapport aux versions précédentes, elle apporte certaines dispositions innovantes et importantes telles que :

- ✚ l'obligation d'élaborer un Plan national de l'eau et la planification de la gestion locale dans le cadre des bassins hydrographiques ;
- ✚ l'établissement de règles régissant les systèmes de tarification de l'eau pour les usages domestique, industriel et agricole, appuyées sur la prise en compte des coûts réels des services d'approvisionnement ;
- ✚ la possibilité de concession ou de délégation du service public de l'eau à des personnes morales de droit public ou privé.

La loi sur l'eau de 1996 prévoyait déjà, et pour la première fois, la possibilité d'intervention du secteur privé dans la gestion des services d'eau. La loi de 2005 en apporte d'une certaine manière la confirmation et en précise les conditions juridiques et réglementaires.

Mais les principes de gestion décentralisée et de concertation que prône la loi relative à l'eau ne se traduisent pas encore nettement dans l'organisation, et encore moins dans le fonctionnement du secteur de l'eau, qui demeurent marqués par une forte centralisation.

I.3. Grands axes du code des eaux 2005

Ce code est le cadre de référence juridique en matière de gestion des ressources en eau en Algérie et contribue à la codification et au développement de la législation du secteur de l'eau et de l'assainissement. A ce titre, il détermine les règles et modalités d'une gestion et d'une utilisation durable, équitable et coordonnée des ressources en eau, guidées par les principes modernes des droits national et international à l'accès à l'eau et à l'assainissement pour satisfaire les besoins fondamentaux de la population, dans le respect de l'équité en matière de services publics. Elle a pour objet de **(MRE, 2013)** :

- Améliorer le service public de l'eau et de l'assainissement ;
- Renforcer les compétences ;
- Améliorer la transparence de la gestion ;

- Faciliter l'accès à l'eau (le droit fondamental d'accès à l'eau à chaque citoyen ;
- Préserver et restaurer la qualité des eaux.

I.3.1. Titre I : Des dispositions préliminaires

Ce code d'eau de 2005 s'articule autour des axes suivants :

Article .1

La présente loi a pour objet de fixer les principes et les règles applicables pour l'utilisation, la gestion et le développement durable des ressources en eau en tant que bien de la collectivité nationale. La loi n° 05 -12 du 4 août 2005 relative à l'eau est structurée en dix titres :

- + Dispositions préliminaires ;
- + Régime juridique des ressources en eau et des infrastructures Hydrauliques ;
- + Protection et de la préservation des ressources en eau ;
- + Des instruments institutionnels de la gestion intégrée des Ressources en eau ;
- + Régime juridique de l'utilisation des ressources en eau ;
- + Services publics de l'eau et de l'assainissement ;
- + Eau agricole ;
- + Tarification des services de l'eau industrielle ;
- + Police des eaux ;
- + Dispositions transitoires et finales.

Article. 2

Les objectifs assignés à l'utilisation, à la gestion et au développement durable des ressources en eau visent à assurer (**Journal officiel de la république algérienne démocratique et populaire, 2005**) :

- + L'approvisionnement en eau à travers la mobilisation et la distribution d'eau en quantité suffisante et en qualité requise, pour satisfaire en priorité les besoins de la population et de l'abreuvement du cheptel et pour couvrir la demande de l'agriculture, de l'industrie et des autres activités économiques et sociales utilisatrices d'eau;
- + La préservation de la salubrité publique et la protection des ressources en eau et des milieux aquatiques contre les risques de pollution à travers la collecte et l'épuration des eaux usées domestiques et industrielles ainsi que des eaux pluviales et de ruissellement dans les zones urbaines;
- + La recherche et l'évaluation des ressources en eau superficielles et souterraines ainsi que la surveillance de leurs états quantitatifs et qualitatifs ;
- + La valorisation des eaux non conventionnelles de toutes natures pour accroître les

potentialités hydriques ;

- ✚ La maîtrise des crues par des actions de régulation des écoulements d'eaux superficielles pour atténuer les effets nuisibles des inondations et protéger les personnes et les biens dans les zones urbaines et autres zones inondables.

Article. 3

Les principes sur lesquels se fondent l'utilisation, la gestion et le développement durable des ressources en eau sont (**Journal officiel de la république algérienne démocratique et populaire, 2005**) :

- ✚ Le droit d'accès à l'eau et à l'assainissement pour satisfaire les besoins fondamentaux de la population dans le respect de l'équité et des règles fixées par la présente loi, en matière de services publics de l'eau et de l'assainissement ;

- ✚ Le droit d'utilisation des ressources en eau, dévolu à toute personne physique ou morale de droit public ou privé, dans les limites de l'intérêt général et dans le respect des obligations fixées par la présente loi et les textes réglementaires pris pour son application;

- ✚ La planification des aménagements hydrauliques de mobilisation et de répartition des ressources en eau dans le cadre de bassins hydrographiques ou de grands systèmes aquifères constituant des unités hydrographiques naturelles, et ceci, dans le respect du cycle de l'eau et en cohérence avec les orientations et les instruments d'aménagement du territoire et de protection de l'environnement ;

- ✚ La prise en compte des coûts réels des services d'approvisionnement en eau à usage domestique, industriel et agricole et des services de collecte et d'épuration des eaux usées, à travers des systèmes tarifaires;

- ✚ La récupération suffisante des coûts d'intervention publique liés à la protection quantitative et qualitative des ressources en eau et des milieux aquatiques, à travers des systèmes de redevances d'économie d'eau et de protection de sa qualité ;

- ✚ La systématisation des pratiques d'économie et de valorisation de l'eau par des procédés et des équipements appropriés ainsi que le comptage généralisé des eaux produites et consommées, pour lutter contre les pertes et le gaspillage;

- ✚ La concertation et la participation des administrations, des collectivités territoriales, des opérateurs concernés et des représentants des différentes catégories d'usagers, pour la prise en charge des questions liées à l'utilisation et à la protection des eaux et à l'aménagement hydraulique, au niveau des unités hydrographiques naturelles et au niveau national.

I.3.2.II : Du régime juridique des ressources en eau et des infrastructures hydraulique

Chapitre I : Du domaine public hydraulique naturel

Section 1 : De la consistance du domaine public hydraulique naturel

Article. 4

En vertu de la présente loi, font partie du domaine public hydraulique naturel :

- ✚ Les eaux souterraines, y compris les eaux reconnues comme eaux de source, eaux minérales naturelles et eaux thermales, par le simple fait de la constatation de leur existence ou de leur découverte, notamment à la suite de travaux de fouille ou de forages de reconnaissance de toute nature réalisés par toute personne physique ou morale, de droit public ou privé;
- ✚ Les eaux superficielles constituées des oueds, lacs, étangs, sebkhas et chotts ainsi que les terrains et végétations compris dans leurs limites ;
- ✚ Les alluvions et atterrissements qui se forment naturellement dans les lits des oueds ;
- ✚ Les ressources en eau non conventionnelles constituées par :
 - Les eaux de mer dessalées et les eaux saumâtres déminéralisées dans un but d'utilité publique ;
 - Les eaux usées épurées et utilisées dans un but d'utilité publique ;
 - Les eaux de toute origine injectées dans les systèmes aquifères par la technique de recharge artificielle.

Article. 5

Toute personne physique ou morale ayant découvert, intentionnellement ou fortuitement, des eaux souterraines, ou ayant été présente lors de pareilles découvertes, est tenue d'en faire déclaration à l'administration des ressources en eau territorialement compétente.

Article .6

La mobilisation, la production et l'utilisation de toutes les ressources en eau, y compris les eaux non conventionnelles sont soumises aux conditions particulières fixées par la présente loi, les textes réglementaires pris pour son application et les cahiers des charges y afférents.

Section 2 : De la délimitation du domaine public hydraulique naturel

Article .7

La délimitation des oueds, lacs, étangs, sebkhas et chotts est déterminée par le plus haut niveau atteint par les eaux et notamment, pour les oueds, par celui des crues coulant à plein bord avant de déborder.

Les modalités de délimitation du domaine public hydraulique naturel sont fixées par voie réglementaire.

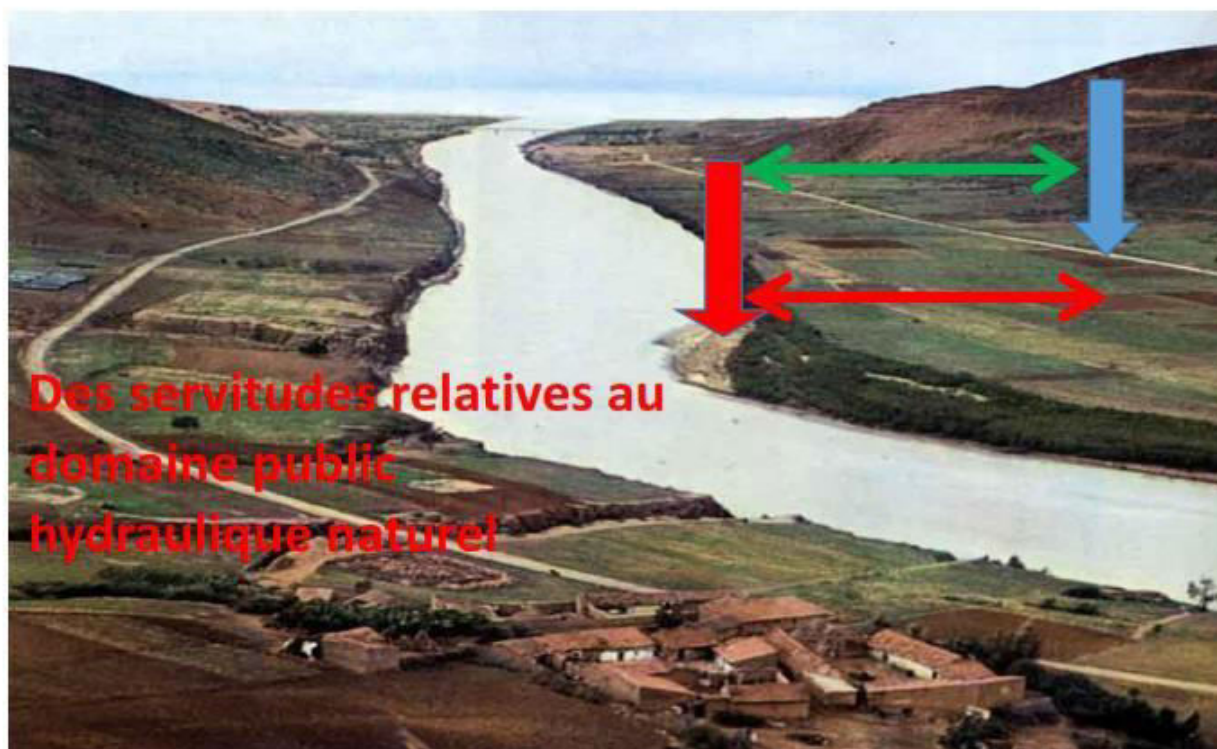


Figure I.1.Présentation de la délimitation du domaine public naturel

Article .8

- ✚ Si, pour des causes naturelles, un oued abandonne son lit et s'ouvre un nouveau lit, celui-ci, délimité tel que prévu par les dispositions de l'article 7 ci-dessus, est incorporé au domaine public hydraulique naturel.
- ✚ Si l'ancien lit de l'oued est entièrement abandonné par les eaux, celui-ci peut être attribué, à titre d'indemnisation, aux propriétaires des fonds occupés par le nouveau lit, dans la proportion de la valeur du terrain enlevé à chacun d'eux.
- ✚ Si l'ancien lit n'est pas entièrement abandonné par les eaux ou si les dispositions prévues à l'alinéa précédent ne sont pas applicables, les propriétaires des fonds

traversés par le nouveau lit bénéficient d'une indemnité calculée comme en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

Article.9

Tout acte d'administration du domaine public hydraulique naturel donne lieu, lorsqu'il lèse les tiers, à une indemnisation déterminée comme en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

Section 3 : Des servitudes relatives au domaine public hydraulique naturel

Article .10

Il est institué, le long des rives des oueds, des lacs, des étangs, des sebkhas et des chotts, une zone dite zone de franc-bord, sur une largeur de trois (3) mètres à cinq (5) mètres selon le cas, à l'intérieur du domaine public hydraulique naturel, destinée à permettre le libre passage du personnel et du matériel de l'administration chargée des ressources en eau ou des entrepreneurs chargés des travaux d'entretien, de curage et de protection des berges.

Article .11

Le long des rives des oueds, des lacs, des étangs, des sebkhas et des chotts pour lesquelles la zone de franc-bord ne peut pas être définie et utilisée pour des raisons de topographie et/ou d'écoulement des eaux, il est institué une servitude de franc-bord, sur une largeur de trois (3) à cinq (5) mètres selon le cas, à l'intérieur des propriétés riveraines, et calculée à partir de leurs limites.

Article. 12

A l'intérieur des zones de franc-bord ou des zones soumises à une servitude de franc-bord :

- ✚ sont interdits toute nouvelle construction, toute plantation, toute élévation de clôture fixe et tout acte de nature à nuire à l'entretien des oueds, lacs, étangs, sebkhas et chotts;
- ✚ L'administration chargée des ressources en eau peut requérir l'abattage des arbres ainsi que la démolition de toute construction existante, sous réserve de réparation des dommages causés.

Article. 13

Dans le cas où la servitude de franc-bord instituée par les dispositions de l'article 11 ci-dessus est insuffisante pour y établir un chemin d'exploitation dans des conditions constantes, l'administration chargée des ressources en eau peut engager toute action visant à acquérir les terrains nécessaires, y compris par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique, conformément à la législation en vigueur.

Article .14

L'extraction de matériaux alluvionnaires par tous moyens, et en particulier par l'installation de sablières dans les lits des oueds, est interdite.

A titre transitoire, et pour une durée n'excédant pas deux (2) années à compter de la publication de la présente loi au Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire, l'extraction peut être autorisée dans le cadre du régime de la concession assortie d'un cahier des charges et sous réserve d'une étude d'impact établie conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

Les modalités d'application des dispositions du présent article sont précisées, le cas échéant, par voie réglementaire.

Article 15

Il est interdit d'entreprendre, dans le lit des oueds, tout acte de nature à entraver le libre écoulement des eaux superficielles, à porter préjudice à la stabilité des berges et des ouvrages publics et à nuire à la conservation des nappes alluviales.



Les plantations de cultures annuelles sont autorisées sur le domaine public hydraulique naturel selon des modalités fixées par voie réglementaire.

Chapitre II : Du domaine public hydraulique artificiel

Section 1 : De la consistance du domaine public hydraulique artificiel

Article .16

Relèvent du domaine public hydraulique artificiel, les ouvrages et installations réalisés par l'Etat et les collectivités territoriales ou pour leur compte, et notamment :

-  tous ouvrages et installations réalisés dans un but de recherche, d'observation et d'évaluation quantitative et qualitative des ressources en eau ;
-  les ouvrages de mobilisation et de transfert des ressources en eau souterraine et

superficielle, les stations de traitement, les réservoirs de stockage et les infrastructures de transport et de distribution d'eau en réseaux de conduites et canaux, ainsi que leurs dépendances, affectés à un usage public d'alimentation en eau des agglomérations urbaines et rurales ou d'irrigation et drainage des périmètres ;

- ✚ les collecteurs d'eaux usées et d'eaux pluviales, les stations d'épuration, ainsi que leurs dépendances, affectées à un usage public d'assainissement des agglomérations urbaines et rurales ;
- ✚ les ouvrages d'écrêtement des crues, d'endiguement et d'aménagement des lits et des berges d'oueds réalisés dans le but d'assurer la protection contre les inondations des zones urbaines ou des zones inondables.



Figure II.2.Présentation de la consistance du domaine public artificiel

Article .17

Relèvent également du domaine public hydraulique artificiel les ouvrages et installations considérés comme biens en retour à l'Etat sans contrepartie à l'expiration

d'un contrat de concession ou de délégation de réalisation et d'exploitation conclu avec une personne physique ou morale, de droit public ou privé.

Article .18

Les normes et règles en matière d'études, de réalisation, de contrôle, d'exploitation et d'entretien des ouvrages et installations hydrauliques sont fixées par voie réglementaire.

Section 2 : De l'inventaire du domaine public hydraulique artificiel

Article .19

Les ouvrages et installations relevant du domaine public hydraulique artificiel font l'objet d'un inventaire établi par l'administration chargée des ressources en eau.

Les modalités d'élaboration de l'inventaire des infrastructures hydrauliques sont fixées par voie réglementaire.

Article .20

Conformément aux dispositions de la loi n° 90-30 du 14 Joumada El Oula 1411 correspondant au 1er décembre 1990 portant loi domaniale, les ouvrages et les installations hydrauliques, tels que définis à l'article 16 ci-dessus, font l'objet d'une procédure de classement leur conférant le caractère de domanialité publique.

Section 3 : Des servitudes relatives au domaine public hydraulique artificiel



Figure I.3. Présentation des servitudes relatives au domaine public hydraulique artificiel

Article .21

En vertu de la présente loi, l'Etat, les collectivités territoriales, les établissements publics ainsi que les concessionnaires et les délégataires de services publics qui réalisent des ouvrages et installations relevant du domaine public hydraulique artificiel bénéficient de servitudes d'emprise, d'occupation temporaire ou d'implantation sur les propriétés riveraines.

Article .22

Les zones d'emprise nécessaires à l'installation des ouvrages et installations d'utilité publique peuvent faire l'objet, selon le cas, soit d'une occupation temporaire soit d'une expropriation pour cause d'utilité publique.

Dans le cas de l'occupation temporaire. Les propriétaires concernés ont droit à réparation intégrale du dommage causé.

Article .23

Les riverains des conduites et canaux de transfert et d'adduction d'eau ainsi que

les riverains des collecteurs d'assainissement agricole sont tenus de permettre le libre passage sur leurs propriétés du personnel et du matériel de l'administration ou des entrepreneurs chargés de leur entretien ainsi que le dépôt des produits de curage sur une largeur de cinq (5) mètres de part et d'autre du domaine public hydraulique artificiel.

A l'intérieur des zones soumises à une servitude de passage ou de dépôt, telle que prévue à l'alinéa précédent, toute nouvelle construction, toute élévation de clôture fixe ou toute plantation d'arbres est interdite.

Tout propriétaire d'un fonds grevé d'une servitude de dépôt peut, à toute époque, exiger du bénéficiaire de cette servitude l'acquisition de ce terrain.

Article .24

Le propriétaire ou l'exploitant d'un fonds est soumis aux servitudes concernant l'installation par l'administration de moyens de signalisation, de mesure et de relevé des eaux.

Article .25

Le chargé des travaux notifie par écrit l'exécution des travaux sur les terrains grevés de servitudes aux personnes exploitant lesdits terrains, à charge pour elles de prévenir les propriétaires.

Un état des lieux est dressé pour évaluer les dommages pouvant résulter de l'exécution des travaux.

Article .26

Tout propriétaire ou usager d'un fonds frappé des servitudes, objet de la présente section, est tenu de s'abstenir de tout acte de nature à nuire à l'objet pour lequel la servitude a été établie.

Article. 27

L'Etat, les collectivités territoriales, les établissements publics, les concessionnaires et les délégataires de services publics qui réalisent des aménagements d'utilité publique peuvent bénéficier de servitudes d'implantation de conduites enterrées ou à ciel ouvert, dans les terrains privés non bâtis.

Lorsque l'établissement de ces servitudes cause des préjudices aux propriétaires concernés, ces derniers peuvent ouvrir droit à une indemnité déterminée sur la base des préjudices identifiés.

Article .28

Les servitudes sont établies et délimitées dans les conditions les plus rationnelles et les moins dommageables pour l'exploitation des fonds traversés.






Article .29

Les contestations auxquelles peuvent donner lieu l'établissement et l'exécution des servitudes d'utilité publique ainsi que la fixation des indemnités dues en cette occasion sont réglées comme en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

I.3.3. Titre III : De la protection et de la préservation des ressources en eau

Article .30

La protection et la préservation des ressources en eau sont assurées par :

-  Des périmètres de protection quantitative ;
-  Des plans de lutte contre l'érosion hydrique ;
-  Des périmètres de protection qualitative ;
-  Des mesures de prévention et de protection contre les pollutions ;
-  Des mesures de prévention des risques d'inondations.



Chapitre I : Des périmètres de protection quantitative

Article. 31

Pour les nappes aquifères surexploitées ou menacées de l'être, il est institué des périmètres de protection quantitative en vue d'assurer la préservation de leurs ressources en eau.

Article .32

A l'intérieur des périmètres de protection quantitative :

-  sont interdites toutes réalisations de nouveaux puits ou forages ou toutes modifications des installations existantes, visant à augmenter les débits prélevés ;
-  sont soumis à autorisation de l'administration chargée des ressources en eau tous travaux de remplacement ou de réaménagement des installations hydrauliques existantes. L'administration chargée des ressources en eau peut procéder à une limitation des débits d'exploitation ou à la mise hors service d'un certain nombre de points de prélèvement.

Article .33

Les modalités de délimitation des périmètres de protection quantitative ainsi que les conditions spécifiques d'utilisation de leurs ressources en eaux sont fixées par voie réglementaire.

Chapitre 2 : De la lutte contre l'érosion hydrique

Article .34

Pour prévenir et limiter l'envasement des retenues d'eau superficielle par sédimentation et assurer la conservation de leur capacité utile, il est procédé à la délimitation de périmètres de lutte contre l'érosion hydrique dans les bassins-versants en amont desdites retenues.

Pour chaque périmètre retenu et délimité en fonction de l'intensité de l'érosion hydrique des sols des bassins-versants, il est établi un plan d'aménagements antiérosifs concerté entre les administrations, les organismes et les représentants des populations concernées, en vue d'assurer la conservation des eaux et des sols et de réduire les risques de dégradation des écosystèmes menacés.

Les conditions et les modalités de délimitation des périmètres de lutte contre l'érosion hydrique ainsi que les procédures d'élaboration, d'approbation et de suivi de la mise en œuvre des plans d'aménagements antiérosifs sont fixées par voie réglementaire.

Article .35

Dans les zones caractérisées par une forte érosion hydrique provoquant un envasement accéléré des retenues d'eau superficielle, les plans d'aménagements antiérosifs peuvent instaurer toutes mesures visant à :

- ✚ promouvoir l'utilisation de techniques culturales ou d'élevage permettant une meilleure protection des sols ;
- ✚ l'interdiction de toute intervention susceptible d'endommager les ouvrages de conservation des eaux et des sols ;
- ✚ la suppression de tous obstacles naturels ou artificiels établis dans les exploitations agricoles ou forestières et susceptibles de gêner la réalisation des travaux d'aménagement tels que le reboisement, le développement du couvert végétal, la protection des berges d'oueds, les opérations de correction torrentielle

et toutes autres actions antiérosives.

Article .36

Les interventions et travaux effectués dans le cadre des plans d'aménagements antiérosifs, élaborés et adoptés conformément à la législation et à la réglementation en vigueur, ainsi que les mesures temporaires ou définitives y afférentes peuvent ouvrir droit à une indemnité au profit des propriétaires concernés en fonction des préjudices causés.

Article. 37

Des aides et avantages de toute nature peuvent être accordés aux particuliers qui mettent en œuvre des techniques de conservation des eaux et des sols et de lutte contre l'érosion hydrique dans les bassins-versants de retenues d'eau superficielle.

Chapitre 3 : Des périmètres de protection qualitative

Article .38

Il est établi autour des ouvrages et installations de mobilisation, de traitement et de stockage d'eau souterraine ou superficielle ainsi que de certaines parties vulnérables des nappes aquifères et des oueds, une zone de protection qualitative comprenant, selon les nécessités de prévention des risques de pollution :

- ✚ un périmètre de protection immédiate dont les terrains doivent être acquis par l'Etat et protégés par une personne physique ou morale chargée de l'exploitation des ouvrages et installations concernés;
- ✚ un périmètre de protection rapprochée à l'intérieur duquel sont interdits ou réglementés les dépôts, activités ou installations susceptibles de polluer les eaux, de façon chronique ou accidentelle
- ✚ un périmètre de protection éloignée à l'intérieur duquel sont réglementés les dépôts, activités ou installations visés à l'alinéa précédent.

Article .39

A l'intérieur des périmètres de protection qualitative, l'ensemble des activités, y compris les activités agricoles ou industrielles, peuvent être réglementées ou interdites. Peuvent faire l'objet de mesures particulières de contrôle, de restriction ou d'interdiction, les activités concernant notamment :

- ✚ l'installation de canalisations d'eaux usées ;

- ✚ l'installation de canalisations, réservoirs et dépôts d'hydrocarbures, de stations-service de distribution de carburant ;
- ✚ l'installation de centrales d'asphalte ;
- ✚ l'établissement de toutes constructions à usage industriel ;
- ✚ le dépôt de déchets de toutes natures ;
- ✚ l'épandage d'effluents et, d'une manière générale, tous produits et matières susceptibles d'altérer la qualité de l'eau, y compris, le cas échéant, les produits destinés à l'agriculture ;
- ✚ l'installation et l'exploitation de carrières.

Article .40

Les conditions et les modalités de création et de délimitation des périmètres de protection qualitative, la nomenclature des périmètres de protection requis pour chaque type d'ouvrage ou d'installation de mobilisation, de traitement et de stockage d'eau, ainsi que les mesures de réglementation ou d'interdiction d'activités dans chaque périmètre de protection qualitative sont fixées par voie réglementaire.

Article. 41

A l'intérieur des périmètres de protection qualitative, l'administration chargée des ressources en eau se réserve le droit d'effectuer, à tout moment et en tout lieu, toute observation, mesure et/ou contrôle destinés à suivre l'évolution qualitative des ressources en eau.

Article .42

Les indemnités dues aux propriétaires de terrains compris à l'intérieur des périmètres de protection qualitative sont fixées selon les règles applicables en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

Chapitre 4 : De la prévention et de la protection contre les pollutions

Article .43

Conformément aux dispositions des articles 48 à 51 de la loi n° 03-10 du 19 Joumada El-Oula 1424 correspondant au 19 juillet 2003 relative à la protection de l'environnement dans le cadre du développement durable, les milieux hydriques et les écosystèmes aquatiques doivent être protégés contre toute forme de pollution susceptible d'altérer la qualité des eaux et de nuire à leurs différents usages.

Article .44

Les rejets d'effluents, les déversements ou les dépôts de matières de toute nature ne présentant pas de risques de toxicité ou de nuisance dans le domaine public hydraulique sont soumis à une autorisation dont les conditions et les modalités d'octroi sont fixées par voie réglementaire.

Article .45

L'autorisation prévue à l'article 44 ci-dessus est refusée notamment lorsque les effluents ou matières sont de nature à nuire :

- ✚ à la capacité de régénération naturelle des eaux ;
- ✚ aux exigences de l'utilisation des eaux ;
- ✚ à la santé et la salubrité publiques ;
- ✚ à la protection des écosystèmes aquatiques ;
- ✚ à l'écoulement normal des eaux ;
- ✚ aux activités de loisirs nautiques.

Article .46

Sont interdits :

- ✚ tout déversement ou rejet d'eaux usées de toute nature dans les puits, forages, galeries de captage, fontaines et abreuvoirs publics, oueds à sec et canaux ;
- ✚ tout dépôt ou enfouissement de matières insalubres susceptibles de polluer les eaux souterraines par infiltration naturelle ou par recharge artificielle ;
- ✚ l'introduction de toutes matières insalubres dans les ouvrages et installations hydrauliques destinés à l'alimentation en eau ;
- ✚ le dépôt et/ou l'enfouissement de cadavres d'animaux dans les oueds, lacs, étangs et à proximité des puits, forages, galeries de captage, fontaines et abreuvoirs publics.

Article .47

Tout établissement classé, au sens des dispositions de l'article 18 de la loi n° 03-10 du 19 Joumada El Oula 1424 correspondant au 19 juillet 2003 relative à la protection de l'environnement dans le cadre du développement durable, et notamment toute unité industrielle dont les rejets sont reconnus polluants doit impérativement :

- ✚ prévoir des installations d'épuration appropriées ;
- ✚ mettre en conformité leurs installations ou les procédés de traitement de leurs eaux résiduaires par rapport aux normes de rejet telles que fixées par voie

réglementaire.

Article .48

Lorsque la pollution des eaux met en péril la salubrité publique, l'administration chargée des ressources en eau doit prendre toutes mesures exécutoires en vue de faire cesser les déversements d'effluents ou les dépôts de matières nuisibles. Elle doit également décider de l'arrêt du fonctionnement de l'établissement qui en est responsable, jusqu'à la disparition de la pollution.

Article .49

Les retenues d'eau superficielle ainsi que les lacs et les étangs menacés d'eutrophisation par suite de déversements d'effluents polluants font l'objet de plans de restauration et de protection de la qualité des eaux.

Ce plan comporte des mesures et des actions ayant pour objectif :

- ✚ la suppression des sources de pollution chronique, notamment à travers la réalisation de systèmes d'épuration des eaux usées urbaines et industrielles ;
- ✚ la prévention des risques de pollution accidentelle et la mise en place de dispositifs de lutte appropriés ;
- ✚ la mise en œuvre de toutes opérations techniques permettant de restaurer la qualité des eaux ;
- ✚ l'installation de dispositifs d'observation et de suivi des paramètres significatifs de la qualité des eaux et d'un système d'alerte anti-pollution.

Les conditions et modalités d'élaboration, d'approbation et de mise en oeuvre des plans de restauration et de protection de la qualité des eaux sont fixées par voie réglementaire.

Article .50

Les objectifs de qualité auxquels doivent répondre l'eau souterraine ainsi que les écoulements et les retenues d'eaux superficielles destinées à l'alimentation en eau des populations sont fixés par voie réglementaire.

Article .51

L'inventaire périodique du degré de pollution des eaux souterraines et superficielles ainsi que les contrôles des caractéristiques des eaux de déversement ou de rejet sont effectués conformément aux dispositions des articles 49 et 50 de la loi n° 03-10 du 19 Joumada El Oula 1424 correspondant au 19 juillet 2003 relative à la protection de l'environnement dans le cadre du développement durable, et aux textes

réglementaires subséquents.

Article .52

Les caractéristiques techniques des systèmes d'épuration des eaux usées sont fixées par voie réglementaire en prenant en compte notamment les critères relatifs aux agglomérations, aux possibilités d'utilisation des eaux épurées, et aux risques de contamination et de pollution.

Chapitre 5 : De la prévention des risques d'inondations

Article .53

Pour assurer la protection des personnes et des biens implantés en aval des retenues d'eau superficielle et à proximité des oueds, et en conformité avec les dispositions législatives en vigueur en la matière, des dispositifs fixés par voie réglementaire, peuvent, le cas échéant, prévoir des instruments de prévision des crues et des mesures d'alerte et d'intervention.

Article .54

Sur les digues de protection contre les inondations, il est interdit de labourer, de planter des arbres, de faire circuler des animaux ou de déployer toute activité pouvant détériorer la structure des ouvrages.

Article .55

Dans les régions ou les zones menacées par la remontée des nappes phréatiques, l'Etat et les collectivités territoriales réalisent des ouvrages et infrastructures de protection et initient toutes mesures préventives et d'aide aux populations concernées en vue de sauvegarder le cadre de vie et les biens et de prévenir les risques encourus.

I.3.4. Titre IV : Des instruments institutionnels de la gestion intégrée des ressources en eau

Chapitre 1 : Des plans directeurs d'aménagements des ressources en eau

Article .56

Pour chaque unité hydrographique naturelle, il est institué un plan directeur d'aménagement des ressources en eau qui définit les choix stratégiques de mobilisation, d'affectation et d'utilisation des ressources en eau, y compris les eaux non conventionnelles, en vue d'assurer :

- ✚ la satisfaction des besoins en eau correspondant aux usages domestique,

industriel et agricole et autres usages économiques et sociaux ;
✚ la protection quantitative et qualitative des eaux souterraines et superficielles ; ✚
la prévention et la gestion des risques liés aux phénomènes naturels exceptionnels, tels que la sécheresse et les inondations.

Article .57

Le plan directeur d'aménagement des ressources en eau détermine, sur la base de l'offre et de la demande en eau, en quantité et en qualité, les objectifs de développement des aménagements de mobilisation et de transfert d'eaux entre unités hydrographiques naturelles, en tenant compte des paramètres économiques.

Le plan directeur d'aménagement des ressources en eau définit également les objectifs en matière d'utilisation des ressources en eau ainsi que les mesures liées aux exigences d'économie, de valorisation et de protection de la qualité de l'eau, dans une perspective de gestion durable de ces ressources.

Article .58

Les modalités d'élaboration, de concertation, d'adoption, d'évaluation et d'actualisation du plan directeur d'aménagement des ressources en eau, ainsi que ses limites territoriales, sont fixées par voie réglementaire.

Chapitre 2 : Du plan national de l'eau

Article .59

Il est institué un plan national de l'eau qui définit les objectifs et les priorités nationales en matière de mobilisation, de gestion intégrée, de transfert et d'affectation des ressources en eau.

Il définit également les mesures d'accompagnement d'ordre économique, financier, réglementaire et organisationnel nécessaires à sa mise en œuvre.

Article .60

Les modalités d'élaboration, d'approbation, de mise en œuvre, d'évaluation et d'actualisation du plan national de l'eau sont fixées par voie réglementaire.

Article .61

Les programmes de réalisation des aménagements d'intérêt national, régional ou local ainsi que les instruments et décisions à caractère technique ou économique initiés par l'administration chargée des ressources en eau doivent prendre en compte les

objectifs et les mesures fixés par le plan national de l'eau.

Chapitre 3 : Du cadre Institutionnel de la gestion intégrée des ressources en eau

Article 62

Il est créé un organe national consultatif dénommé "Conseil national consultatif des ressources en eau" chargé d'examiner les options stratégiques et les instruments de mise en œuvre du plan national de l'eau ainsi que sur toutes questions relatives à l'eau pour lesquelles son avis est demandé.

Article .63

Le Conseil national consultatif des ressources en eau est composé de représentants des administrations, des assemblées locales, des établissements publics concernés, et d'associations professionnelles et/ou d'usagers.

Les missions, la composition et les règles de fonctionnement du Conseil national consultatif des ressources en eau sont fixées par voie réglementaire.

Article. 64

Au niveau de chaque unité hydrographique naturelle, la gestion intégrée des ressources en eau est exercée par une agence de bassin hydrographique, dont les missions, les règles d'organisation et de fonctionnement et le cadre de concertation sont fixés par voie réglementaire.

Article. 65

La régulation des services publics de l'eau peut être exercée par une autorité administrative autonome.

L'autorité de régulation est chargée, dans le cadre de la législation en vigueur et des dispositions de la présente loi, de veiller au bon fonctionnement des services publics de l'eau, en prenant en compte, notamment, les intérêts des usagers.

Dans le cadre de sa mission, l'autorité de régulation :

- ✚ Contribue à la mise en œuvre du dispositif de gestion des services publics de l'eau et à l'établissement des normes et règlements y afférents ;
- ✚ Veille au respect des principes régissant les systèmes tarifaires et contrôle les coûts et les tarifs des services publics de l'eau ;
- ✚ Effectue toutes enquêtes, expertises, études et publications portant sur l'évaluation de la qualité du service aux usagers.

Les attributions ainsi que les règles d'organisation et de fonctionnement de l'autorité de

régulation sont fixées par voie réglementaire.

Chapitre 4 : De l'information sur l'eau

Article .66

Il est établi par l'administration chargée des ressources en eau un système de gestion intégrée de l'information sur l'eau, harmonisé avec les systèmes d'information et les bases de données constituées notamment au niveau des organismes publics compétents.

Les modalités d'organisation et de fonctionnement du système de gestion intégrée de l'information sur l'eau sont fixées par voie réglementaire.

Article .67

Les personnes physiques ou morales, de droit public ou privé, titulaires d'une autorisation ou d'une concession d'utilisation du domaine public hydraulique naturel, les concessionnaires ou délégataires de services publics de l'eau et de l'assainissement et les concessionnaires d'exploitation des périmètres irrigués sont tenus de fournir périodiquement, à l'autorité chargée du système de gestion intégrée d'information, tous renseignements et données dont ils disposent.

Article .68

L'administration chargée des ressources en eau fournit, à la demande de quiconque veut entreprendre la réalisation dûment autorisée d'un ouvrage de prélèvement d'eau dans le domaine public hydraulique naturel pour un usage public ou privatif, tous renseignements d'ordre hydrologique et hydrogéologique disponibles, ainsi que toutes informations portant sur les prescriptions de protection qualitative et/ou quantitative.

Article .69

Les ressources en eau souterraine et superficielle sont soumises à des contrôles de leurs caractéristiques physiques, chimiques, biologiques et bactériologiques.

Les conditions dans lesquelles sont effectués les prélèvements et les analyses d'échantillons sont fixées par voie réglementaire.

Article .70

Les inventaires et les bases de données relatifs aux ressources en eau et aux ouvrages et installations hydrauliques de toute nature, sont établis et tenus à jour par l'administration chargée des ressources en eau.

I.3.5. Titre V : Du régime juridique de l'utilisation des ressources en eau

Chapitre 1 : De l'utilisation des ressources en eau

Article .71

Toute utilisation de ressources en eau, y compris les eaux destinées à l'usage agricole et les eaux non conventionnelles, par des personnes physiques et morales, de droit public ou privé, au moyen d'ouvrages et d'installations de prélèvement d'eau ou à des fins d'aquaculture, ne peut être effectuée qu'en vertu d'une autorisation ou d'une concession, délivrée par l'administration compétente conformément aux dispositions de la présente loi et de ses textes d'application.

Article. 72

L'autorisation ou la concession d'utilisation des ressources en eau confère à son titulaire la disposition, pour une durée déterminée, d'un débit ou d'un volume d'eau déterminé sur la base des ressources globales disponibles en année moyenne et des besoins correspondant à l'usage considéré.

Article .73

L'autorisation ou la concession d'utilisation des ressources en eau donne lieu au paiement de redevances fixées par la loi de finances.

Les modalités de recouvrement de ces redevances sont fixées par voie réglementaire et sont précisées dans les actes d'autorisation ou de concession.




Section 1 : Du régime juridique de l'autorisation d'utilisation des ressources en eau

Article .74

L'autorisation d'utilisation des ressources en eau est un acte de droit public délivré à toute personne physique ou morale, de droit public ou privé qui en fait la demande en conformité avec les conditions fixées par la présente loi et selon des modalités définies par voie réglementaire.

Article .75

Sont soumises au régime de l'autorisation d'utilisation des ressources en eau, les opérations portant sur :

-  La réalisation de puits ou de forages, en vue d'un prélèvement d'eau souterraine
-  La réalisation d'ouvrages de captage de source non destinés à une exploitation commerciale ;
-  La construction d'ouvrages et installations de dérivation, de pompage ou de

retenue, à l'exception des barrages, en vue d'un prélèvement d'eau superficielle ;

- ✚ L'établissement de tous autres ouvrages ou installations de prélèvement d'eau souterraine ou superficielle.

Section 2 : Du régime juridique de la concession d'utilisation des ressources en eau

Article .76

La concession d'utilisation des ressources en eau relevant du domaine public hydraulique naturel est un acte de droit public délivré à toute personne physique ou morale, de droit public, ou privé, qui en fait la demande, conformément aux conditions fixées par la présente loi et selon les modalités définies par voie réglementaire.

Article .77

Sont soumises au régime de la concession d'utilisation des ressources en eau, les opérations portant notamment sur :

- ✚ La réalisation de forages en vue d'un prélèvement d'eau dans les systèmes aquifères fossiles ou faiblement renouvelables, pour des usages agricoles ou industriels, notamment dans les zones sahariennes ;
- ✚ L'établissement d'installations de prélèvement d'eau souterraine ou superficielle, y compris par raccordement sur des systèmes d'adduction d'eau, en vue d'assurer un approvisionnement autonome de zones ou unités industrielles ;
- ✚ L'établissement d'installations de dessalement d'eau de mer ou de déminéralisation d'eaux saumâtres pour cause d'utilité publique ou pour la satisfaction de besoins propres ;
- ✚ La réalisation d'infrastructures destinées à l'utilisation d'eaux usées épurées pour des usages agricoles individuels ou collectifs ou pour des usages industriels ;
- ✚ L'aménagement de captages d'eaux minérales naturelles, d'eaux de source ou d'eaux dites "eaux de table" d'origine souterraine, ayant fait l'objet d'une procédure de reconnaissance de qualité en vue d'une exploitation commerciale à des fins de consommation ;
- ✚ L'aménagement de captages ou de forages d'eaux thermales ayant fait l'objet d'une procédure de reconnaissance de leurs propriétés thérapeutiques en vue d'une exploitation à des fins de soins curatifs ;
- ✚ L'établissement d'installations et la mise en œuvre d'opérations particulières au niveau des retenues d'eau superficielle et des lacs, en vue d'y développer

l'aquaculture et la pêche continentale ou des activités de sports et loisirs nautiques ;

- ✚ L'établissement d'installations au pied des barrages, plans d'eau et ouvrages de dérivation en vue d'alimenter des usines hydroélectriques.

Article. 78

L'octroi d'une concession d'utilisation des ressources en eau est subordonné à la signature par l'autorité concédante et le concessionnaire d'un cahier des charges particulier.

Des cahiers des charges-types sont fixés par voie réglementaire pour chacune des catégories d'utilisation prévues par les dispositions de l'article 77 ci-dessus.

Article .79

Les cahiers des charges portant sur la concession d'utilisation des ressources en eau fossiles doivent tenir compte des exigences de conservation des nappes aquifères, de sauvegarde des ouvrages de captage traditionnels ainsi que de protection des écosystèmes locaux.

Article. 80

Les cahiers des charges portant sur la concession d'utilisation des ressources en eau pour assurer un approvisionnement autonome de zones et unités industrielles doivent tenir compte des possibilités de valorisation des eaux non conventionnelles ainsi que des exigences d'économie et de recyclage d'eau à travers un choix de procédés appropriés.

Article .81

En vertu de la présente loi, la concession de réalisation et d'exploitation d'installations de dessalement d'eau de mer ou de déminéralisation d'eaux saumâtres à des fins d'utilité publique peut être accordée conformément aux dispositions de l'ordonnance n° 01-03 du Aouel Joumada Ethania 1422 correspondant au 20 août 2001 relative au développement de l'investissement.

Article .82

Les cahiers des charges portant sur la concession d'utilisation des eaux usées épurées pour l'irrigation de certaines cultures ou l'arrosage d'espaces verts doivent tenir compte des mesures préventives liées aux risques sanitaires et aux impacts sur l'environnement.

Article .83

La définition des eaux minérales naturelles, des eaux de source, des eaux

thermales, et des eaux dites "de table" ainsi que les conditions de leur classification et de leur exploitation commerciale sont fixées par voie réglementaire.

Dans tous les cas, les cahiers des charges relatifs à cette catégorie de concession doivent tenir compte des besoins d'alimentation en eau potable des agglomérations et localités avoisinantes ainsi que de la satisfaction des usages agricoles préexistants.

Article .84

Les cahiers des charges portant sur la concession d'utilisation des ressources en eau pour le développement des activités aquacoles, sportives ou de loisirs nautiques ou pour la production d'énergie électrique doivent prendre en charge les nécessités d'exploitation et de maintenance des retenues d'eau ainsi que de sécurisation des ouvrages hydrauliques.

Section 3 : Des prescriptions communes aux régimes de l'autorisation et de la concession d'utilisation des ressources en eau

Article .85

Le refus d'autorisation ou de concession d'utilisation des ressources en eau doit être motivé.

Les demandes sont refusées si les besoins à satisfaire ne sont pas justifiés, si leur satisfaction porte préjudice à la protection quantitative et qualitative des ressources en eau, s'ils lèsent l'intérêt général ou s'ils sont contraires aux droits des tiers dûment établis.

Article .86

L'autorisation ou la concession d'utilisation des ressources en eau peut, à tout moment, être modifiée, réduite ou révoquée pour cause d'intérêt général, avec indemnisation si le titulaire de l'autorisation ou de la concession subit un préjudice direct, selon des modalités fixées par l'autorisation ou le cahier des charges.

Article .87

L'autorisation ou la concession d'utilisation des ressources en eau est révoquée sans indemnité, et après mise en demeure adressée au titulaire, dans le cas de non-respect des conditions et obligations qui résultent des dispositions de la présente loi, des textes réglementaires pris pour son application ainsi que de l'autorisation ou du cahier des charges.

Article .88

L'administration chargée des ressources en eau peut ordonner :

- ✚ La modification de travaux d'équipement non conformes aux conditions de l'autorisation ou de la concession ;
- ✚ La démolition des ouvrages effectués sans autorisation ou concession ou, en cas de déchéance du droit à l'autorisation ou à la concession, la remise en l'état des lieux.

Article .89

Les titulaires d'une autorisation ou d'une concession d'utilisation des ressources en eau sont tenus :

- ✚ D'utiliser l'eau de façon rationnelle et économique,
- ✚ D'observer les dispositions relatives aux conditions de mise en service et d'exploitation des ouvrages hydrauliques,
- ✚ De respecter les droits des autres utilisateurs de l'eau,
- ✚ D'installer des dispositifs de mesure ou de comptage des consommations d'eau,
- ✚ De se soumettre aux interventions de contrôle effectuées par les agents habilités.

Article .90

Sans préjudice des sanctions pénales prévues par les dispositions de la présente loi, l'administration chargée des ressources en eau peut procéder à la suspension provisoire de l'autorisation ou de la concession d'utilisation des ressources en eau en cas de gaspillage de l'eau dûment constaté et quelle qu'en soit la cause.

Le rétablissement de l'autorisation ou de la concession est subordonné à la constatation par l'administration chargée des ressources en eau des dispositions prises par les utilisateurs concernés pour remédier au gaspillage constaté.

Article .91

En cas de calamités naturelles et notamment en situation de sécheresse, l'administration chargée des ressources en eau peut prendre des mesures de limitation ou de suspension provisoire des utilisations d'eau ou procéder à des réquisitions en vue de mobiliser les eaux nécessaires pour lutter contre les sinistres et pour assurer, en priorité, l'alimentation en eau des populations et l'abreuvement du cheptel.

Article .92

Les ouvrages et installations hydrauliques réalisés par les personnes de droit privé doivent répondre aux normes et règles prescrites à l'article 18 de la présente loi.

Article .93

Des aides et soutiens de toute nature peuvent être accordés aux personnes physiques ou morales, de droit public ou privé, qui initient et mettent en œuvre des opérations portant notamment sur :

- ✚ Le développement, l'implantation ou la modification de technologies, de procédés, d'installations ou d'équipements qui permettent d'économiser, de recycler et de valoriser l'eau ;
- ✚ L'utilisation d'eaux usées épurées en vue de valoriser les eaux traitées.

Chapitre 2 : Des servitudes liées aux régimes de l'autorisation et de la concession d'utilisation des ressources en eau

Article .94

Toute personne physique ou morale, de droit public ou privé, titulaire d'une autorisation ou d'une concession d'utilisation des ressources en eau, bénéficie d'un droit de passage des eaux, y compris les eaux de drainage des terres, par conduite souterraine dans les fonds intermédiaires, à l'exclusion des cours, jardins et enclos attenants aux habitations. Ce passage doit s'effectuer dans les conditions les plus rationnelles et les moins dommageables à l'exploitation des fonds traversés, à charge d'une juste et préalable indemnité.

Les contestations résultant de l'établissement de la servitude et de l'indemnisation relèvent des tribunaux.

Article .95

Les propriétaires ou exploitants des fonds intermédiaires affectés par la servitude établie à l'article 94 ci-dessus, ont la faculté de bénéficier des travaux réalisés au titre de ladite servitude pour l'écoulement des eaux entrant ou sortant de leurs fonds. Ils supportent, dans ce cas :

- ✚ Une part proportionnelle de la valeur des travaux dont ils profitent ;
- ✚ Les dépenses résultant des modifications que l'exercice de cette faculté peut rendre nécessaire ;
- ✚ Une part contributive pour l'entretien des ouvrages devenus communs.

Article .96

Toute personne physique ou morale, de droit public ou privé, titulaire d'une autorisation ou d'une concession d'utilisation des ressources en eau a la faculté d'appuyer, sur la propriété du riverain opposé, les ouvrages nécessaires à sa prise d'eau

à charge d'une juste et préalable indemnité.

Sont exemptés de cette servitude, les bâtiments, cours et enclos attenants aux habitations.

Article .97

Le riverain sur le fonds duquel l'appui est réclamé peut demander l'usage commun de l'ouvrage, en contribuant, pour moitié, aux frais d'établissement et d'entretien. Dans ce cas, aucune indemnité n'est respectivement due.

Lorsque l'usage commun de cet ouvrage n'est demandé qu'après le commencement ou l'achèvement des travaux, celui qui le demande doit supporter, seul, l'excédent de dépenses auquel donnent lieu les changements devant intervenir quant à l'ouvrage.

Article .98

Tout propriétaire a le droit d'user et de disposer des eaux pluviales qui tombent sur ses fonds.

Le propriétaire d'un fonds inférieur est tenu de recevoir sur son fonds les eaux qui s'écoulent naturellement du fonds supérieur, notamment les eaux de pluie, de neige ou de sources non captées.

Article .99

Tout propriétaire qui, lors de travaux souterrains ou de sondage, fait surgir des eaux dans son fonds, a le droit de passage sur les propriétés des fonds inférieurs, suivant le tracé le plus rationnel et le moins dommageable.

Les propriétaires des fonds inférieurs ont droit à une indemnité en cas de dommage résultant de l'écoulement de ces eaux.

I.3.6.VI : Des services publics de l'eau et de l'assainissement

Chapitre 1 : Des dispositions relatives aux modes de gestion des services publics de l'eau et de l'assainissement

Article .100

L'alimentation en eau potable et industrielle et l'assainissement constituent des services publics.

Article .101

Les services publics de l'eau relèvent de la compétence de l'Etat et des communes.

L'Etat peut concéder la gestion des services publics de l'eau à des personnes

morales de droit public, sur la base d'un cahier des charges et d'un règlement de service approuvés par voie réglementaire. Il peut également déléguer tout ou partie de leur gestion à des personnes morales de droit public ou privé sur la base d'une convention.

La commune peut, selon des modalités fixées par voie réglementaire, exploiter les services publics de l'eau en régie dotée de l'autonomie financière ou concéder leur gestion à des personnes morales de droit public.

Section 1 : De la concession de service public

Article .102

Le concessionnaire d'un service public de l'eau ou de l'assainissement est chargé, dans les limites territoriales de la concession, de l'exploitation, de la maintenance, du renouvellement, de la réhabilitation et du développement des ouvrages et installations relevant du domaine public hydraulique artificiel et permettant d'assurer selon le cas :

- ✚ La production d'eau à partir des ouvrages de mobilisation et de transfert, le traitement, l'adduction, le stockage et la distribution d'eau à usage domestique et industriel ;
- ✚ La collecte, l'évacuation et l'épuration des eaux usées ainsi que le traitement des boues résultant de l'épuration en vue de leur élimination finale.

Le concessionnaire est également chargé de l'exploitation commerciale de la concession, incluant l'ensemble des opérations de facturation et de recouvrement des montants dus par les usagers du service public de l'eau ou de l'assainissement conformément au système de tarification.

Article .103

Dans le cadre de la concession d'un service public de l'eau ou de l'assainissement, le concessionnaire est tenu, selon le cas, de :

- ✚ S'assurer de la compatibilité des projets de développement des infrastructures hydrauliques avec les prescriptions des plans directeurs d'aménagement des ressources en eau ;
- ✚ Gérer rationnellement les ressources en eau superficielle et souterraine et les ressources en eau non conventionnelles qui sont mises à sa disposition ;
- ✚ Promouvoir des procédés technologiques et des actions d'information et de sensibilisation visant l'économie d'eau par les usagers du service public ;
- ✚ Veiller à la protection des milieux récepteurs contre les risques de pollution de

toute nature ;

- ✚ Respecter les normes et règles relatives à la sécurité des installations.

Section 2 : De la délégation de service public

Article. 104

L'administration chargée des ressources en eau, agissant au nom de l'Etat, ou le concessionnaire, peuvent déléguer tout ou partie de la gestion des activités des services publics de l'eau ou de l'assainissement à des opérateurs publics ou privés présentant des qualifications professionnelles et des garanties financières suffisantes.

Le concessionnaire peut également déléguer tout ou partie de ces activités à une (ou des) filiale(s) d'exploitation créée (s) à cet effet.

Article .105

La délégation de service public s'effectue par voie d'appel à la concurrence en précisant notamment la consistance et les conditions d'exécution des prestations mises à la charge du délégataire, les responsabilités engagées, la durée de la délégation, les modalités de rémunération du délégataire ou de tarification du service payé par les usagers et les paramètres d'évaluation de la qualité de service.

Article .106

La délégation de service public peut consister en la construction d'infrastructures hydrauliques ou leur réhabilitation ainsi que leur exploitation dans le cadre d'opérations de partenariat incluant la conception des projets et le financement des investissements y afférents.

Article .107

La convention de délégation de service public est approuvée selon les modalités fixées par voie réglementaire.

La modification, la prolongation ou l'annulation de la convention sont effectuées dans les mêmes formes.

Article .108

Lorsque la délégation de service public est initiée par le concessionnaire, agissant comme organisme délégant, celui-ci est tenu de solliciter, préalablement à sa mise en concurrence, l'accord préalable de l'administration chargée des ressources en eau.

Article .109

Le concessionnaire doit soumettre à l'autorité concédante un rapport annuel permettant de contrôler et d'évaluer les conditions d'exécution de la délégation de

service public.

Ce rapport annuel et les appréciations qui découlent de son examen font l'objet d'une communication au Gouvernement.

Article .110

Le délégataire est tenu de mettre à la disposition du concessionnaire tous documents techniques, financiers et comptables utiles à l'évaluation de la délégation de service public.

Chapitre 2 : Des dispositions spécifiques à l'alimentation en eau potable

Article .111

Au sens de la présente loi, on entend par eau de consommation humaine toute eau destinée à :

- ✚ La boisson et aux usages domestiques ;
- ✚ La fabrication des boissons gazeuses et de la glace ;
- ✚ La préparation au conditionnement et à la conservation de toutes denrées alimentaires.

Article .112

Toute personne physique ou morale, de droit public ou privé, fournissant de l'eau de consommation humaine, est tenue de s'assurer que cette eau répond aux normes de potabilité et/ou de qualité fixées par voie réglementaire.

Article .113

Les conditions d'approvisionnement en eau de consommation humaine par citernes mobiles à partir d'un point de prélèvement ou d'un réseau d'alimentation en eau potable sont fixées par voie réglementaire.

Article. 114

La nature, la périodicité et les méthodes d'analyse de l'eau pratiquées au niveau des ouvrages et installations de production, de traitement, d'adduction, de stockage et de distribution de l'eau de consommation humaine, ainsi que les conditions d'agrément des laboratoires devant effectuer ces analyses, sont fixées par voie réglementaire.

Article .115

Dans le cadre du contrôle sanitaire prévu par les lois et règlements en vigueur, il est procédé régulièrement aux analyses de contrôle de qualité de l'eau de consommation humaine. Les résultats de ces analyses doivent être rendus publics.

Article .116

Les méthodes et les produits chimiques utilisés pour le traitement et la correction des eaux de consommation humaine sont définis par voie réglementaire.

Article .117

Toute personne exerçant au niveau des ouvrages et installations d'exploitation d'un service public de l'eau doit faire l'objet d'un suivi médical selon des modalités fixées par voie réglementaire ; ne peuvent y exercer les personnes atteintes de maladie pouvant être transmise par voie hydrique.

Chapitre 3 : Des dispositions spécifiques à l'assainissement**Article .118**

En zone agglomérée est obligatoire le branchement au réseau public d'assainissement de toute habitation ou établissement.

Article .119

Tout déversement dans un réseau public d'assainissement ou dans une station d'épuration d'eaux usées autres que domestiques est soumis à l'autorisation préalable de l'administration chargée des ressources en eau.

Ce déversement peut être subordonné à une obligation de pré-traitement dans le cas où, à l'état brut, ces eaux usées peuvent affecter le bon fonctionnement du réseau public d'assainissement ou de la station d'épuration.

Article .120

Il est interdit d'introduire dans les ouvrages et installations d'assainissement toute matière solide, liquide ou gazeuse susceptible d'affecter la santé du personnel d'exploitation ou d'entraîner une dégradation ou une gêne de fonctionnement des ouvrages de collecte, d'évacuation et d'épuration des eaux usées.

Article .121

Dans les zones à habitat dispersé ou dans les centres ne disposant pas d'un système d'assainissement collectif, l'évacuation des eaux usées doit se faire au moyen d'installations autonomes agréées et contrôlées par l'administration chargée des ressources en eau.

Article .122

Tout système autonome d'assainissement doit être mis hors d'état de servir dès la mise en place d'un réseau public d'assainissement.

Article .123

Tout propriétaire d'immeuble doit établir les toits de ses constructions de manière que les eaux pluviales s'écoulent sur son terrain ou sur la voie publique ; il ne peut les faire verser sur le fonds de son voisin.

Article .124

Les eaux usées provenant des habitations peuvent être amenées vers les ouvrages de collecte dans les mêmes conditions et sous les mêmes réserves que celles prévues à l'article 94 de la présente loi.

I.3.7. Titre VII : De l'eau agricole**Chapitre 1 : Des dispositions Générales relatives à l'eau agricole****Article. 125**

En vertu de la présente loi, est qualifiée d'eau agricole toute eau destinée à un usage exclusivement agricole et, accessoirement, aux autres besoins liés aux activités agricoles.

Article .126

Tout prélèvement d'eau agricole ne peut être opéré que selon les modalités fixées par les articles 71 à 93 de la présente loi.

Article .127

Les ouvrages et installations relevant du domaine public hydraulique artificiel et destinés à l'usage agricole sont classés en infrastructures de grande, moyenne et petite hydraulique agricole et font l'objet de concession selon des conditions et des modalités fixées par voie réglementaire.

Article .128

L'autorisation ou la concession d'utilisation des ressources en eau à des fins d'irrigation est accordée au profit d'un fonds déterminé. En cas de cession du fonds considéré, le droit d'utilisation est transféré de plein droit au nouveau propriétaire ; celui-ci doit déclarer à l'administration chargée des ressources en eau cette cession, dans un délai de trois mois à dater de la mutation de la propriété.

En cas de morcellement du fonds, la répartition des eaux entre les parcelles en découlant doit faire l'objet d'autorisations ou de concessions nouvelles qui se substitueront au droit d'utilisation originaire.

Article .129

Les propriétaires et exploitants des terres agricoles sont tenus de procéder à une utilisation rationnelle de l'eau agricole, notamment à travers l'utilisation de techniques permettant d'économiser l'eau.

Article .130

L'utilisation des eaux usées brutes pour l'irrigation est interdite.

Chapitre 2 : Des périmètres d'irrigation**Article .131**

Au sens de la présente loi, on entend par périmètre d'irrigation tout ensemble de parcelles de terres agricoles disposant d'infrastructures d'irrigation et d'assainissement, ainsi que de la disponibilité d'une ressource en eau pérenne.

Article .132

La typologie des périmètres d'irrigation ainsi que les règles, mesures et obligations permettant d'assurer la valorisation de l'eau et la conservation des terres agricoles qui les composent sont fixées par voie réglementaire.

Article .133

La gestion des périmètres d'irrigation équipés par l'Etat ou pour son compte est concédée à des personnes morales de droit public ou privé sur la base d'un cahier des charges fixant, notamment, les règles relatives à l'exploitation, à l'entretien et au renouvellement des ouvrages et installations d'irrigation, de drainage et d'assainissement des terres, et aux modalités de couverture des charges de gestion.

Le cahier des charges précise également les éléments relatifs au règlement de distribution et d'usage de l'eau à l'intérieur du périmètre d'irrigation.

Le cahier des charges-type de gestion des périmètres d'irrigation par concession est fixé par voie réglementaire.

Article. 134

Les actes de concession des ouvrages et installations de mobilisation d'eau fixent les règles d'organisation de la distribution d'eau et de sa valorisation ainsi que les modalités de couverture des charges d'entretien et d'exploitation des infrastructures d'irrigation et d'assainissement des terres agricoles.

Article .135

Tout concessionnaire de la gestion d'un périmètre d'irrigation est tenu de :

- 🚧 Contrôler le niveau de la nappe phréatique et de s'assurer de sa compatibilité

avec une exploitation rationnelle des sols ;

- ✚ Suivre l'évolution des sols et la qualité des eaux d'irrigation au moyen d'analyses périodiques :
- ✚ Veiller à ce que les eaux utilisées ne constituent pas, par leur stagnation, une source de détérioration des sols cultivables ou de propagation de maladies, notamment en mettant en œuvre des systèmes de drainage et d'assainissement agricole.

Chapitre 3 : Des dispositions particulières à l'eau d'irrigation

Article .136

Des mesures et des prescriptions particulières peuvent être précisées par voie réglementaire pour assurer le développement de :

- ✚ L'hydraulique pastorale et l'abreuvement du cheptel ;
- ✚ L'épandage d'eaux de crues.

I.3.8.VIII : De la tarification des services de l'eau

Chapitre 1 : Des dispositions communes relatives à la tarification des services de l'eau

Article .137

Les systèmes de tarification des services de l'eau sont établis par zone tarifaire selon des conditions et modalités fixées par décret.

Article .138

Les systèmes de tarification des services de l'eau sont basés sur les principes d'équilibre financier, de solidarité sociale, d'incitation à l'économie d'eau et de protection de la qualité des ressources en eau.

Article. 139

Les tarifs des services publics de l'eau sont fixés et facturés par l'organisme exploitant. Ils comprennent tout ou partie des charges financières d'investissement, d'exploitation, de maintenance et de renouvellement des infrastructures liées à la gestion du service public.

Les tarifs de l'eau doivent tenir compte des exigences d'optimisation des coûts, de progrès de la productivité et d'amélioration des indicateurs de performances et de la qualité de service.

Article .140

Dans le cas où l'application d'obligations incidentes conduit à des tarifs ne correspondant pas au coût réel justifié par le concessionnaire ou le délégataire, il pourra lui être attribué une dotation financière compensatoire équivalente aux charges additionnelles subies à ce titre.

Article .141

Les concessionnaires ou les délégataires des services de l'eau sont tenus de présenter à l'autorité concédante, pour chaque exercice comptable, les éléments de comptabilité analytique permettant d'analyser les charges, les produits et les coûts de revient et d'assurer la transparence des tarifs.

Article. 142

Les tarifs des services de l'eau peuvent faire l'objet de révision si l'évolution des conditions économiques générales l'exige.

Chapitre 2 : Du système de tarification de l'eau à usage domestique et industriel

Article. 143

La tarification du service public d'alimentation en eau potable est fondée sur le principe de progressivité des tarifs selon les catégories d'usagers et les tranches de consommation d'eau afin, d'une part, d'assurer aux usagers domestiques la fourniture, à un tarif social, d'un volume d'eau suffisant pour la satisfaction des besoins vitaux et, d'autre part, de réguler la demande correspondant aux consommations élevées des différentes catégories d'usagers.

L'application de ce principe se traduit par l'établissement, pour chaque zone tarifaire, d'un barème de tarifs progressifs déterminés par application de coefficients au tarif de base calculé en fonction des paramètres de charges définis à l'article 139 de la présente loi.

Article. 144

La fourniture en gros d'eau brute ou d'eau traitée par le concessionnaire ou le délégataire de service public à des communes ou à des zones d'activités qui assurent, sous leur responsabilité, la gestion de leur système de distribution, fait l'objet de tarifs spéciaux.

Les volumes d'eau fournis sont mesurés par un dispositif de comptage installé au point de livraison.

Article .145

La facturation aux usagers de la fourniture du service public d'alimentation en eau potable est établie sur la base du barème de tarifs par zone tarifaire territoriale ; elle comprend deux termes :

- ✚ Une partie variable, d'un montant proportionnel au volume consommé pendant un temps donné et mesuré au compteur particulier ou, exceptionnellement, déterminé forfaitairement ;
- ✚ Une partie fixe dite redevance fixe d'abonnement, d'un montant couvrant tout ou partie des frais d'entretien du branchement particulier, de location et d'entretien du compteur d'eau et de gestion commerciale des usagers.

Article .146

Pour les immeubles collectifs d'habitation, la facturation est établie individuellement au nom de chaque occupant, copropriétaire ou locataire, sur la base du volume réellement consommé et mesuré par un compteur particulier en tenant compte de la consommation d'eau relative aux parties communes, déterminée en fonction des indications du compteur général et des compteurs particuliers.

Article .147

Le concessionnaire, le délégataire et la régie communale sont tenus d'installer des compteurs particuliers à la demande du propriétaire de l'immeuble ou de l'administrateur de copropriété, formulée selon les conditions réglementaires et/ou particulières régissant la copropriété.

Article .148

A titre transitoire, pour les immeubles collectifs d'habitation non dotés de compteurs particuliers, la facturation est établie sur la base d'un barème adapté ou de tarifs spéciaux tenant compte du nombre de logements et de locaux à usage professionnel desservis à partir du compteur général ainsi que des conditions d'alimentation en eau et des caractéristiques du réseau de distribution à l'aval du compteur général.

Chapitre 3 : Du système de tarification de l'assainissement

Article .149

La tarification du service public d'assainissement est fondée sur le principe de progressivité des tarifs selon les catégories d'usagers et les tranches de consommation d'eau correspondant au service public d'alimentation en eau potable et ce pour prendre en compte l'importance, la nature et la charge polluante des effluents déversés dans le

réseau de collecte des eaux usées.

Article .150

Pour chaque zone tarifaire, le barème des tarifs progressifs est déterminé par l'application de coefficients au tarif de base calculé en fonction des paramètres des charges définis à l'article 139 de la présente loi.

Article. 151

La facturation aux usagers de la fourniture du service public d'assainissement est établie sur la base d'un barème des tarifs par zone tarifaire territoriale ; elle comprend deux termes :

- ✚ Une partie variable, d'un montant proportionnel au volume d'eau facturé au titre du service public d'alimentation en eau potable ;
- ✚ Une partie fixe dite redevance fixe d'abonnement, d'un montant couvrant tout ou partie des frais d'entretien du branchement particulier et de gestion commerciale des usagers.

Article .152

Pour les immeubles collectifs d'habitation, la facturation est établie selon les modalités définies dans l'article 146 de la présente loi.

Article .153

Pour les usagers du service public d'assainissement qui disposent d'une alimentation en eau autonome par rapport au service public d'alimentation en eau potable, la facturation de la partie variable est assise sur le volume d'eau utilisé et mesuré par un dispositif de comptage, à la charge des usagers, ou estimé par le concessionnaire, le délégataire ou la régie communale.

Article .154

La facturation et le recouvrement de la fourniture du service public d'assainissement peuvent être assurés par le concessionnaire ou le délégataire du service public d'alimentation en eau potable selon des modalités fixées par voie conventionnelle.

Chapitre 4 : Du système de tarification de l'eau d'irrigation

Article. 155

La tarification de l'eau d'irrigation dans les périmètres équipés par l'Etat ou pour son compte et gérés par voie de concession est fondée sur les principes de valorisation optimale de l'eau et de régulation de la demande en fonction des systèmes de cultures et des modes d'irrigation.

Article 156

Les systèmes tarifaires de l'eau d'irrigation prennent notamment en compte les types de cultures ou d'assolement.

Article .157

Pour chaque périmètre d'irrigation, le barème des tarifs est déterminé en fonction des paramètres de charges définis à l'article 139 de la présente loi.

Article .158

La facturation aux usagers de la fourniture de l'eau d'irrigation dans les périmètres d'irrigation comprend deux termes :

- ✚ Une partie variable, d'un montant proportionnel au volume d'eau consommé pendant une durée
- ✚ Donnée et mesuré directement par un dispositif de comptage ou estimé indirectement sur la base du débit ou du module d'arrosage utilisé ;
- ✚ Une partie fixe dite redevance fixe, dont le montant est déterminé en fonction de la superficie irrigable et du débit maximal souscrit par l'utilisateur au titre de la campagne d'irrigation.

I.3.9. titre IX : De la police des eaux

Ce corps d'agents relevant de l'administration des ressources en eau et exerçant leurs prérogatives conformément à leur statut et au code de procédure pénale, est chargé de constater les infractions à la loi sur l'eau, notamment les atteintes au domaine public hydraulique.

Le ministère mène actuellement une campagne d'information pour expliquer que la police des eaux n'a pas été créée contre les différents usagers et qu'il est de l'intérêt et de la responsabilité de tous de lutter contre les phénomènes d'exploitation illicite, de gaspillage et pollution d'une ressource fragile et de plus en plus rare.

Article .159

Il est institué une police des eaux constituée par des agents relevant de l'administration chargée des ressources en eau.

Pour exercer leurs fonctions, les agents de la police des eaux prêtent, devant le tribunal de leur résidence administrative, le serment suivant :

Le statut spécifique de la police des eaux, le niveau de formation de ses agents, les indemnités auxquelles ces derniers ont droit ainsi que l'obligation de port d'insignes distinctifs sont fixés par voie réglementaire.

Article. 160

Les agents de la police des eaux exercent leurs prérogatives conformément à leur statut, aux dispositions de l'ordonnance n° 66-155 du 8 juin 1966 portant code de procédure pénale, modifiée et complétée, notamment ses articles 14 (alinéa 3), et 27 et aux dispositions ci-après

Chapitre 1 : Des prérogatives de la police des eaux

Article .161

Les infractions à la présente loi font l'objet de recherche, de constatation et d'enquête par les officiers et agents de police judiciaire ainsi que par les agents de la police des eaux instituée par l'article 159 ci-dessus.

Article .162

Les infractions sont constatées par procès-verbal relatant les faits et les déclarations de leur(s)auteur (s).

Article .163

En vue de rechercher et de constater les infractions, les agents de la police des eaux ont accès aux ouvrages et installations exploités au titre des utilisations du domaine public hydraulique. Ils peuvent requérir du propriétaire ou de l'exploitant de ces ouvrages et installations leur mise en fonctionnement afin de procéder aux vérifications utiles et peuvent exiger la communication de tous documents nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

Article .164

Les agents de la police des eaux sont habilités à conduire, devant le procureur de la République ou l'officier de police judiciaire compétent, tout individu surpris en flagrant délit d'atteinte au domaine public hydraulique, sauf si la résistance du contrevenant constitue pour eux une menace grave. Dans ce cas, il est fait mention de l'acte de rébellion du contrevenant dans le procès-verbal de constatations de l'infraction.

Article .165

Dans l'exercice de leurs fonctions, les agents de la police des eaux peuvent requérir la force publique pour leur prêter assistance.

Chapitre 2 : Des infractions et des sanctions

Article .166

Quiconque commet une infraction aux dispositions de l'article 5 de la présente

loi est puni d'une amende de cinq mille dinars (5.000 DA) à dix mille dinars (10.000 DA). En cas de récidive, la peine est portée au double.

Article .167

Quiconque commet une infraction aux dispositions de l'article 12 de la présente loi est puni d'une amende de cinquante mille dinars (50.000 DA) à cent mille dinars (100.000 DA). En cas de récidive, la peine est portée au double.

Article .168

Quiconque commet une infraction aux dispositions de l'article 14 de la présente loi est puni d'un emprisonnement d'un (1) an à cinq (5) ans et d'une amende de deux cent mille dinars (200.000 DA) à deux millions de dinars (2.000.000 DA). Les équipements, matériels et véhicules ayant servi à commettre l'infraction peuvent être confisqués. En cas de récidive, la peine est portée au double.

Article .169

Quiconque commet une infraction aux dispositions de l'article 15 de la présente loi est puni d'un emprisonnement de deux (2) mois à six (6) mois et d'une amende de cinquante mille dinars (50.000 DA) à cent mille dinars (100.000 DA) ou de l'une de ces deux peines seulement. En cas de récidive, la peine est portée au double.

Article. 170

Quiconque commet une infraction aux dispositions de l'article 32 de la présente loi est puni d'un emprisonnement de six (6) mois à trois (3) ans et d'une amende de cinquante mille dinars (50.000 DA) à un million de dinars (1.000.000 DA).

Les équipements et matériels ayant servi à commettre l'infraction peuvent être confisqués. En cas de récidive, la peine est portée au double.

Article .171

Quiconque commet une infraction aux dispositions de l'article 44 de la présente loi est puni d'une amende de dix mille dinars (10.000 DA) à cent mille dinars (100.000 DA). En cas de récidive, la peine est portée au double.

Article .172

Quiconque commet une infraction aux dispositions de l'article 46 de la présente loi est puni d'un emprisonnement d'un (1) an à cinq (5) ans et d'une amende de cinquante mille dinars (50.000 DA) à un million de dinars (1.000.000 DA).

En cas de récidive, la peine est portée au double.

Article .173

Quiconque commet une infraction aux dispositions de l'article 47 de la présente loi est puni d'une amende de cent mille dinars (100.000 DA) à un million de dinars (1.000.000 DA). En cas de récidive, la peine est portée au double.

Article .174

Quiconque commet une infraction aux dispositions de l'article 75 de la présente loi est puni d'un emprisonnement de six (6) mois à deux (2) ans et d'une amende de cent mille dinars (100.000 DA) à cinq cent mille dinars (500.000 DA).

Les équipements et matériels ayant servi à commettre l'infraction peuvent être confisqués. En cas de récidive, la peine est portée au double.

Article. 175

Quiconque commet une infraction aux dispositions de l'article 77 de la présente loi est puni d'un emprisonnement d'un (1) an à cinq (5) ans et d'une amende de cent mille dinars (100.000 DA) à cinq cent mille dinars (500.000 DA).

Les équipements et matériels ayant servi à commettre l'infraction peuvent être confisqués. En cas de récidive, la peine est portée au double.

Article .176

Quiconque commet une infraction aux dispositions de l'article 112 de la présente loi est puni d'un emprisonnement d'un (1) an à deux (2) ans et d'une amende de deux cent mille dinars (200.000 DA) à un million de dinars (1.000.000 A). En cas de récidive, la peine est portée au double.

Article .177

Quiconque commet une infraction aux dispositions de l'article 119 de la présente loi est puni d'un emprisonnement de deux (2) mois à six (6) mois et d'une amende de cent mille dinars (100.000 DA) à cinq cent mille dinars (500.000 DA) ou de l'une de ces deux peines seulement. En cas de récidive, la peine est portée au double.

Article .178

Quiconque commet une infraction aux dispositions de l'article 120 de la présente loi est puni d'un emprisonnement de (6) mois à un (1) an et d'une amende de cent mille dinars (100.000 DA) à cinq cent mille dinars (500.000 DA).

En cas de récidive, la peine est portée au double.

Article. 179

Quiconque commet une infraction aux dispositions de l'article 130 de la présente loi est puni d'un emprisonnement d'un (1) an à cinq (5) ans et d'une amende de cinq cent mille dinars (500.000 DA) à un million de dinars (1.000.000 DA). En cas de récidive, la peine est portée au double.

I.3.10.X : Dispositions transitoires et finales

Article .180

Sont abrogées toutes dispositions contraires à la présente loi, notamment la loi n° 83-17 du 16 juillet 1983, modifiée et complétée, portant code des eaux.

Article .181

Les textes pris en application de la loi n° 83-17 du 16 juillet 1983, modifiée et complétée, portant code des eaux demeurent en vigueur jusqu'à la promulgation des textes réglementaires prévus par la présente loi.

Article .182

Les autorisations, concessions et tous autres documents délivrés en vertu de la loi n° 83-17 du 16 juillet 1983, modifiée et complétée, portant code des eaux sont actualisés conformément aux dispositions de la présente loi dans un délai n'excédant pas vingt-quatre (24) mois.

Les ouvrages et installations d'utilisation des ressources en eau réalisés et exploités sans acte administratif à la date de publication de la présente loi au Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire doivent faire l'objet, dans un délai d'un an, et sous peine de la mise en œuvre des dispositions des articles 174 et 175 ci-dessus et de la suppression de l'accès à la ressource hydrique, d'une déclaration en vue de leur régularisation dans les conditions fixées par la présente loi.

Article .183

La présente loi sera publiée au Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire.

Chapitre II : Aspects juridiques et institutionnels relatifs au secteur de l'hydraulique

II.1. Aspect juridique relatifs au secteur de l'hydraulique

Instrument juridique à double finalité, normative et de politique sectorielle, cette loi fondamentale est issue du Code de l'eau de 1983. Celui-ci a subi des modifications successives pour prendre en compte les évolutions économiques du pays et pour adopter les principes et règles applicables pour l'utilisation, la gestion et le développement durable des ressources en eau en tant que bien de la collectivité nationale.

La loi sur l'eau de 2005 consacre le droit d'accès à l'eau et à l'assainissement pour tous et définit les principes sur lesquels se fondent l'utilisation, la gestion et le développement durable des ressources en eau :

- ✚ le droit d'accès à l'eau et à l'assainissement pour tous ;
- ✚ le droit d'utilisation des ressources en eau pour tous dans les limites de l'intérêt général ;
- ✚ la planification de la répartition et des aménagements dans le cadre d'unités hydrographiques naturelles ;
- ✚ la prise en compte des coûts réels des services d'approvisionnement en eau à usage domestique, agricole et industriel et des services d'assainissement ;
- ✚ la récupération des coûts d'intervention publique liés à la protection quantitative et qualitative des ressources en eau, à travers des systèmes de redevances d'économie d'eau et de protection de sa qualité ;
- ✚ la systématisation des pratiques d'économie et de valorisation de l'eau par des procédés et des équipements appropriés ainsi que le comptage des eaux produites et consommées ; pour lutter contre les pertes et le gaspillage ;
- ✚ la concertation et la participation de tous les acteurs.

Par rapport aux versions précédentes, elle apporte certaines dispositions innovantes et importantes :

- ✚ l'obligation d'élaborer un Plan national de l'eau et la planification de la gestion locale dans le cadre des bassins hydrographiques ;

- ✚ l'établissement de règles régissant les systèmes de tarification de l'eau usages appuyées sur les coûts réels des services d'approvisionnement ;
- ✚ la possibilité de concession ou de délégation du service public de l'eau à des personnes morales de droit public ou privé.

L'obligation d'une utilisation et d'une gestion économe des ressources en eau et la mise en œuvre de tous moyens appropriés pour lutter contre les pertes et les gaspillages sont désormais nettement affirmés dans la Loi sur l'eau de 2005, et en tout cas bien plus précisément que dans les législations précédentes.

II.1.1. Domaine public hydraulique : Le domaine public hydraulique (DPH) est l'ensemble des biens hydrauliques et ceux liés à l'eau. Ces biens se répartissent, en biens naturels constitués des eaux et des terres couvertes par ces eaux et biens publics artificiels constitués des ouvrages hydrauliques

II.1.1.1. Domaine public hydraulique (DPH) naturel

Ce sont des ressources en eau naturels, dont leurs consistances sont :

- ✚ Les eaux souterraines ;
- ✚ Les eaux superficielles et les terrains et végétations compris dans les limites des oueds, lacs, étangs, sebkhas et chotts ;
- ✚ Les eaux non conventionnelles :
 - Les eaux de mer dessalées et les eaux saumâtres déminéralisées dans un but d'utilité publique ;
 - Les eaux usées épurées et utilisées dans un but d'utilité publique ;
 - Les eaux de toute origine injectées dans les systèmes aquifères.

L'utilisation de ces ressources naturelles est accordée par acte de droit public à toute personne physique ou morale qui en fait la demande pour des usages domestiques, agricoles ou industriels. On distingue deux modes :

1. Autorisation

L'autorisation est accordée par la réalisation de :

- ✚ Puits et forges ;
- ✚ Ouvrages de captage de sources (usage non commercial) ;

- ✚ Ouvrages et installations de dérivation, de pompage ou de retenue (sauf barrages) ;
- ✚ Tous autres ouvrages ou installations de prélèvement d'eau.

2. Concession

La concession est accordée avec un cahier des charges pour la réalisation de :

- ✚ Forages dans les aquifères fossiles ou faiblement renouvelables pour des usages agricoles ou industriels ;
- ✚ Installation et infrastructures pour l'exploitation d'eaux non conventionnelles (dessalement, déminéralisation, eaux usées épurées) ;
- ✚ Captage d'eaux minérales, d'eaux de sources, d'eaux de table ou d'eaux thermales en vue d'une exploitation commerciale ;
- ✚ Installation au niveau des retenues et lacs pour développer diverses activités liées à l'eau (hydroélectricité, aquaculture et pêche continentale, sport et loisir nautique) ;
- ✚ Installation de prélèvement d'eau pour assurer l'approvisionnement de zones ou unités industrielles.

3. Règles communes à l'autorisation et la concession

- ✚ Droit de disposer, pour une durée déterminée, d'un débit ou d'un volume d'eau fixé en fonction de la disponibilité de la ressource et besoin exprimés ;
- ✚ Obligation d'utiliser l'eau de façon rationnelle et économique, d'installer des dispositifs de mesure ou de comptage, de respecter les droits des tiers ;
- ✚ Paiement de redevances ;
- ✚ Limitation du droit d'accès à la ressource :
 - Pour cause d'intérêt général, avec indemnisation en cas de préjudice
 - Pour cause de sécheresse ou de calamités naturelles
 - Pour cause de gaspillage dument constaté
 - Pour non-respect des conditions et obligations, sans indemnisation.

4. Protection des ressources en eau

Des mesures et des plans d'intervention pour la prévention et la lutte contre les phénomènes de dégradation ou de tarissement des ressources en eau

4.1. Protection qualitative et quantitative des ressources en eau

4.1.1. Périmètres de protection qualitative (protection médiate/protection rapprochée/protection éloignée)

- ✚ Autour des infrastructures destinées à l'alimentation en eau potable ;
- ✚ Au niveau des nappes et oueds vulnérables ;
- ✚ Plans de restauration et de protection de la qualité des eaux des retenues, lacs, étangs menacés d'eutrophisation.

4.1.2. Périmètres de protection quantitative des nappes surexploitées ou menacées de l'être :

- ✚ Interdiction de nouveaux forages ou de modification des installations augmentant les débits prélevés ;
- ✚ Limitation des débits ou mise hors service de points de prélèvement.

5. Périmètres de lutte contre l'érosion hydrique dans les bassins versants en amont des retenues.

- ✚ Plans d'aménagement antiérosifs pour prévenir et limiter l'envasement des retenues (reboisement, correction torrentielle, protection des berges d'oueds) ;
- ✚ Mesures spécifiques pour promouvoir des techniques de conservation des sols agricoles (techniques culturales et d'élevage).

II.1.1.2. Domaine public hydraulique artificiel ; infrastructures hydrauliques

Consistance du DPH sont :

Les ouvrages réalisés par l'état et les collectivités territoriales ou pour leur compte :

- ✚ Les ouvrages de mobilisation et de transfère, les stations de traitement, les réservoirs de stockage et l'infrastructure de transport d'eau (destinés pour l'AEP ou l'irrigation) ;
- ✚ Les collecteurs d'eau usées et pluviales, les stations d'épuration ;
- ✚ Les ouvrages réalisés dans un but de protection contre les inondations ;
- ✚ Les ouvrages et installations en retour à l'état sans contrepartie à l'expiration d'un contrat de concession.

II.2. Aspect institutionnels relatifs au secteur de l'hydraulique

II.2.1. Administration de l'eau (Ministère des ressources en eau-MRE)

L'administration du ministère des ressources en eau (MRE ,2012)

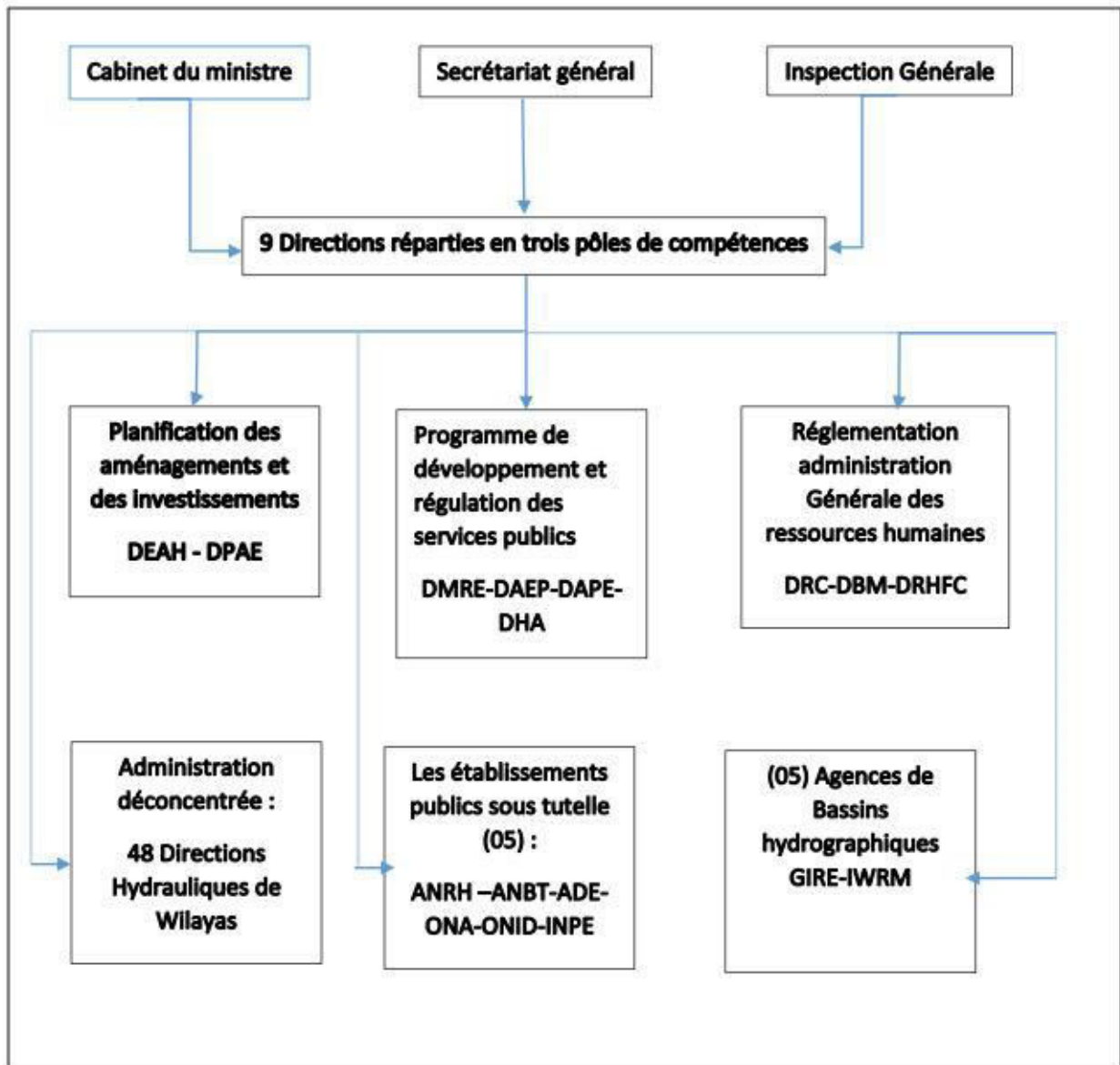


Figure III.1. Les autorités de l'eau

II.2.2. Les directions générales du ministère de ressource en eau

- **D.E.A.H**: Direction des Etudes et des Aménagements Hydrauliques
- **D.M.R.E**: Direction de la Mobilisation des Ressources en Eau
- **D.A.E.P**: Direction de l'Alimentation en Eau Potable
- **D.A.P.E**: Direction de l'Assainissement et de la Protection de l'Environnement
- **D.H.A**: Direction de l'Hydraulique Agricole

- **D.R.H.F.C:** Direction des Ressources Humaines, de la Formation et de la Coopération
- **D.B.M:** Direction du Budget, et des Moyens+
- **D.R.C:** Direction de la Réglementation et du Contentieux
- **D.P.A.E:** Direction de la Planification et des Affaires Économiques

II.2.3. Administration déconcentrée

Constituée de 48 directions de l'hydraulique de wilaya (DHW) organisées en services et en subdivisions territoriales

- Les DHW sont chargées de la maîtrise d'ouvrage des projets hydrauliques déconcentrés et de la maîtrise d'œuvre des projets décentralisés communal.
- Les DHW assurent le contrôle de l'exploitation du domaine public hydraulique au moyen de la police des eaux ainsi que le contrôle de l'application de la législation, de la réglementation et des normes.

II.2.4. Agences et organisme sous tutelle du MRE

Les établissements publics relevant du secteur des ressources en eau peuvent être répartis en trois catégories :

- 1^{ère} catégorie : établissements chargés de mettre en œuvre les programmes d'inventaire des ressources en eau et en sols irrigables (ANRH) ainsi que la gestion intégrée des ressources en eau à l'échelle des bassins hydrographiques (5 ABH).
- 2^{ème} catégorie : établissements chargés de gérer les services publics d'alimentation en eau potable et d'assainissement par concession (ADE, ONA).
- 3^{ème} catégorie : établissements chargés de mettre en œuvre les programmes nationaux de développement et d'exploitation des infrastructures de mobilisation des eaux superficielles (ANBT) ou d'équipement des périmètres d'irrigation (ONID) réalisées par l'état ou pour son compte.

II.2.4.1. Agence Nationale des Ressources Hydriques (ANRH)

L'Agence Nationale des Ressources Hydrauliques (ANRH) est un établissement public à caractère administratif et à vocation scientifique et technique doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Créée par le décret n° 81-167 du

25 Juillet 1981, elle est placée sous la tutelle du ministère chargé de l'Hydraulique et a pour missions (**ONEDD, 2010**) :

- ✚ La prospection et évaluation des ressources en eau et en sols ;
- ✚ Le suivi périodique de la ressource au plan quantitatif et qualitatif ;
- ✚ La préservation, protection et sauvegarde de la ressource contre toute forme de dégradation ;
- ✚ Participe à la mise en œuvre de la politique nationale de mobilisation et de transfert des ressources en eau.

L'ANRH est organisée en six départements centraux, une unité de recherche et six antennes régionales auxquelles sont rattachés 31 secteurs répartis sur l'ensemble du territoire national.

Les activités de l'ANRH se rattachent aux domaines :

- Des ressources en eau superficielle ;
- Des ressources en eau souterraine ;
- Des ressources en sol ;
- De la chimie des eaux et des sols ;
- De la programmation et de l'informatique ;
- De l'administration des moyens ;
- De la recherche appliquée aux ressources en eau et en sol.

Les six antennes régionales sont implantées à Blida, Constantine, Oran, Djelfa, Ouargla et Adrar.

II.2.4.2. Agence de Bassin Hydrographique (ABH)

Le territoire de l'Algérie a été divisé en 1996 en (05) bassins hydrographiques : figure II.1

Dont les ABH ont été créés par les décrets exécutifs du 26 août 1996 :

- N°96-279 : ABH Algérois-Hodna-Soumam
- N°96-280 : ABH Constantinois-Seybouse-Mellegue
- N°96-281 : ABH Oranie-Chott Chergui
- N°96-282: ABH Cheliff-Zahrez
- N°96-283: ABH Sahara

Le décret exécutif N° 08- 309 du 30 septembre 2008 fixe les nouvelles missions des agences, elles ont pour missions :

- ✚ L'établissement des plans de gestion des ressources en eau superficielles et souterraines et l'élaboration des outils d'aide à la décision en la matière ;
- ✚ hydrographique naturelle ; L'établissement des plans de gestion des ressources en eau superficielles et souterraines et l'élaboration des outils d'aide à la décision en la matière
- ✚ Le développement du système d'information sur l'eau à travers l'établissement
- ✚ l'actualisation de bases de données et d'outils d'information géographique .

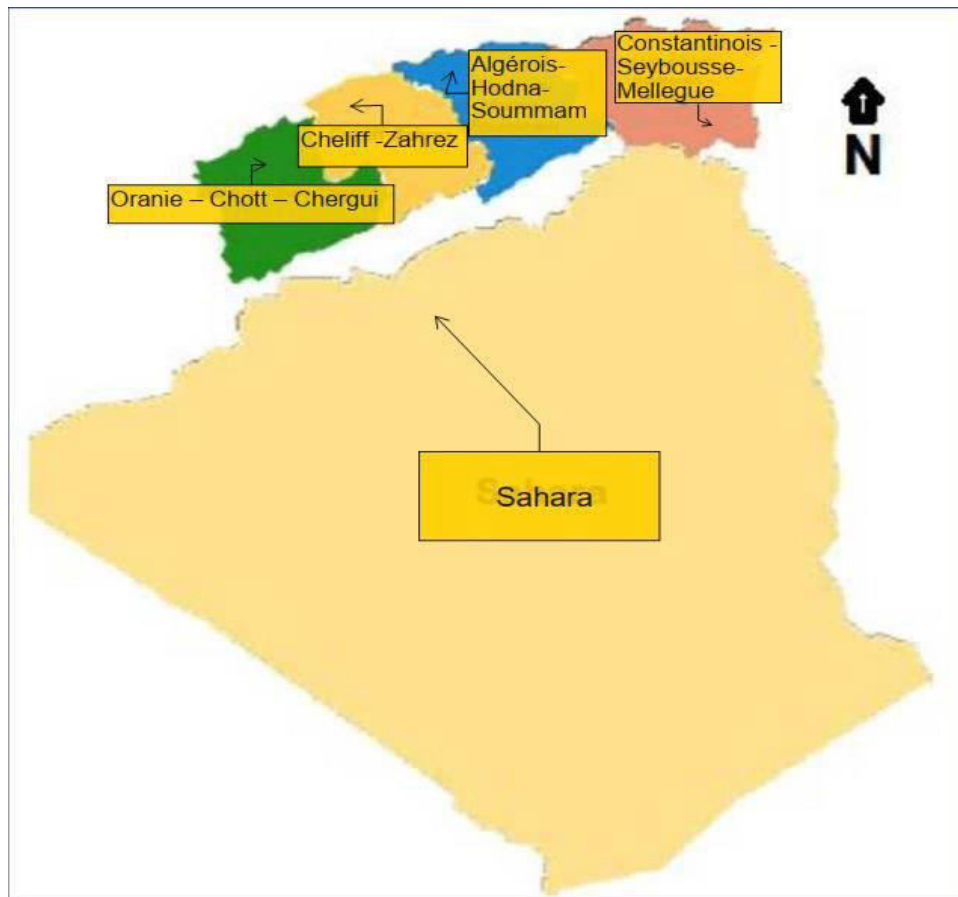


Figure II.2. Les cinq bassins hydrographiques en Algérie

II.2.4.3. Agence Nationale des Barrages et Transferts (ANBT)

Créée par décret n° 85-163 du 11 juin 1985 l'ANBT est réaménagé dans sa nature juridique en un établissement public à caractère industriel et commercial doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière (ONEDD, 2010).

L'Agence Nationale des Barrages et Transferts est Chargée de :

- ✚ Promouvoir les études techniques et technologiques pour la mobilisation des ressources superficielle en eau ;

- ✚ Assurer la conduite de la réalisation des grands ouvrages de stockage, des infrastructures de transfert et des conduites ;
- ✚ Veiller à la préservation et à la protection des barrages ;
- ✚ Participe à la mise en œuvre de la politique nationale de mobilisation et de transfert des ressources en eau.

II.2.4.4. Algérienne des Eaux (ADE)

✚ L'Algérienne Des Eaux (ADE) est un établissement public national à caractère industriel et commercial doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Il a été créé par décret exécutif n° 01-101 du 21 Avril 2001. L'établissement est placé sous la tutelle du ministre chargé des ressources en eau, et son siège social est fixé à Alger.

L'ADE est chargée de (ONEDD, 2010) :

- ✚ La mise en œuvre de la politique nationale de l'eau potable.
- ✚ La maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre pour son propre compte et/ou, par délégation, pour le compte de l'Etat u des collectivités locales.
- ✚ Initiation de toute action visant l'économie et la sensibilisation à la question de l'eau.
- ✚ La gestion de la production, du transfert, du traitement, du stockage, de l'adduction, de la distribution et de l'approvisionnement en eau potable et industriel.
- ✚ Le renouvellement des infrastructures se rapportant à diverse opérations de la distribution en eau potable et industrielle.

II.2.4.5. Office National de l'Assainissement (ONA)

L'Office National de l'Assainissement (ONA) est un établissement public national à caractère industriel et commercial doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Il a été créé par décret exécutif n° 01-102 du 21 Avril 2001.

L'ONA a pour missions (ONEDD, 2010) :

- ✚ La lutte contre toutes les sources de pollution hydrique dans les zones de son domaine d'intervention ;
- ✚ La gestion, l'exploitation, la maintenance, le renouvellement, l'extension et la construction de tout ouvrage destiné à l'assainissement en matière de :
 - Réseau de collecte des eaux usées et eaux pluviales ;

- Stations de relevage, stations d'épuration et émissaires en mer, dans les périmètres urbains et communaux ainsi que dans les zones de développement touristiques et industriels.
- ✚ Assure, par délégation, la maîtrise d'œuvre et d'ouvrage dans le domaine de l'assainissement ;
- ✚ Réalise des projets d'études et de travaux pour le compte de l'état et des collectivités locales tout comme l'élaboration et la réalisation des projets intégrés portant sur les traitements des eaux usées et l'évacuation des eaux pluviales ;
- ✚ Assure également les sujétions de service public conformément aux prescriptions d'un cahier des clauses générales approuvé par arrêté inter Ministérielles (Ministère des Ressources en Eau – Ministère des Finances et Ministère de l'Intérieur et de Collectivités locales).

II.2.4.6. Office National de l'irrigation et le drainage (ONID)

L'Agence nationale de réalisation et de Gestion des infrastructures hydrauliques pour l'Irrigation et le Drainage (AGID) est réaménagé dans sa nature juridique en un établissement public à caractère industriel et commercial doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière, dénommé "office national de l'irrigation et du drainage" (ONID). Créée par le décret exécutif n° 05-183 du 8 mai 2005. L'établissement est placé sous la tutelle du ministre chargé de l'hydraulique agricole et son siège social est fixé à Alger (**ONEDD, 2010**).

Les missions de l'ONID ont pour objet de :

- ✚ Initier et conduire les activités de conception, d'études et de réalisation des infrastructures hydrauliques pour l'irrigation et le drainage ;
- ✚ Orienter et assister les organismes concessionnaires (EPIC) dans la gestion et l'exploitation des réseaux des périmètres irrigués ;
- ✚ Développer les moyens de conception et d'études pour la maîtrise des techniques et modes d'irrigations et du drainage.

II.2.4.7. Office des Périmètres Irrigués(OPI)

Les offices des périmètres d'irrigation (OPI) sont des établissements publics à caractère économique dotés de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Il peut être créé, en tant que de besoin, sur l'ensemble du territoire national, dans toute zone d'irrigation, des offices de périmètres d'irrigation. Le décret de création de chaque office, précisera le siège social, la compétence territoriale ainsi que les missions spécifiques éventuelles qui lui seraient assignées. Leurs Missions sont (ONEDD, 2010):

- ✚ Gérer la ressource en eau disponible, affectée aux périmètres d'irrigation ;
- ✚ Gérer, exploiter et entretenir les réseaux d'irrigation ;
- ✚ Gérer, exploiter et entretenir les réseaux d'assainissement- drainage, les réseaux de pistes et les servitudes d'accès ;
- ✚ Assurer la conduite des irrigations à l'intérieur du périmètre ;
- ✚ Développer les actions d'appui à la production.

II.2.4.8. Police des eaux

Ce sont des agents assermentés relevant de l'administration des ressources en eau :

- ✚ Chargés de rechercher, de constater et d'enquêter sur les infractions à la loi relative à l'eau ;
- ✚ Ayant accès aux ouvrages et installations exploités au titre des utilisations du domaine public hydraulique ;
- ✚ Habilités à conduire devant le procureur de la république ou devant l'officier de police judiciaire tout individu surpris en flagrant délit d'atteinte au domaine public hydraulique ;
- ✚ Peuvent requérir la force publique pour leur prêter assistance.

Chapitre III : Compétences et attributions des collectivités locales dans le secteur d'hydraulique

L'exercice des responsabilités confiées aux autorités locales dans le cadre de la décentralisation reste encore un défi au quotidien pour de nombreux élus et techniciens municipaux, notamment pour les collectivités rurales. La multiplicité et la complexité accrue de ces responsabilités transférées notamment pour les services publics d'eau et assainissement ont conduit des collectivités à s'engager dans des modalités de coopération ou d'organisation entre collectivités (syndicats, groupement etc.)

III.1. La décentralisation des services d'eau potable et d'assainissement

Depuis une vingtaine d'années, les pays d'Afrique y compris l'Algérie sont marqués par un processus de décentralisation. Cela consiste en la dévolution par l'État de compétences et ressources spécifiques à des gouvernements locaux. Cette décentralisation suit le principe de subsidiarité qui veut qu'une fonction soit confiée au plus bas niveau de gouvernement capable de l'assumer.

Généralement, la décentralisation s'accompagne de la création de nouvelles entités - des collectivités locales (Communes) - qui se voient notamment transférer des compétences dans la délivrance des services d'eau potable ; d'assainissement et hygiène (Bureau BHC).

Parallèlement, les services déconcentrés de l'Etat voient leur rôle évoluer : ils sont censés intervenir désormais en appui aux collectivités locales pour qu'elles organisent sur leurs territoires les services d'eau potable et d'assainissement. Ils interviennent également dans le suivi, pour le compte de l'État, des actions conduites par les collectivités (**pS-Eau, 2015**).

III.2 La gestion communautaire de l'eau

Généralement la commune est la structure juridique de base pour gérer les services d'alimentation en eau potable et d'assainissement des eaux usées et l'hygiène (EAH). Les collectivités locales choisissent les modes de gestion les plus appropriés pour ces services.

III.2.1 Les différents modes de gestion

III.2.1. 1.la gestion directe « régie »

La commune (ou le groupement de communes) assure directement le service de l'eau et/ou de l'assainissement, avec son propre personnel, et se rémunère auprès des usagers. La collectivité territoriale finance les équipements nécessaires et conserve la maîtrise des services et de leur gestion (**Nassira FERROUDJ, 2017**).

III.2.1.2 la gestion déléguée

La commune (ou le groupement de communes) délègue par contrat à une entreprise privée l'exécution des services publics de l'eau.

Différents types de contrats sont possibles (**Nassira FERROUDJ, 2017**) :

- + La concession : c'est l'entreprise qui finance et réalise les équipements et qui en assure l'exploitation ;
- + L'affermage : c'est la collectivité qui finance les équipements, mais elle en délègue l'exploitation à une entreprise privée, qui se rémunère directement auprès des usagers ; une partie du produit des factures d'eau revient cependant à la collectivité pour couvrir ses frais d'investissement ;
- + La gérance : la collectivité finance les équipements mais elle les confie à une entreprise mandataire qui agit sous ses ordres et pour son compte.

III.2.1.3.La gestion de l'eau potable et de l'assainissement en Algérie

En Algérie, les services publics de l'eau potable et de l'assainissement sont régis par la loi du 4 août 2005 relative à l'eau. Cette loi fixe l'ensemble des conditions organisationnelles, financières et de régulation des services publics de l'eau.

III.2.1.4. Ian organisationnel

Les services publics de l'eau potable et de l'assainissement relèvent de la compétence de l'Etat et des communes.

Les modes de gestion prévus par la loi sont (**Nassira FERROUDJ, 2017**):

- + La concession octroyée par l'Etat (ou les communes) à des établissements publics (actuellement l'Algérienne des Eaux - ADE - et l'Office National de l'Assainissement - ONA) ;
- + La délégation de gestion confiée, par voie conventionnelle soit par l'Etat soit par les établissements publics, à des opérateurs publics (filiales notamment) ou à des opérateurs privés. La délégation au profit de filiales d'établissements publics peut être soutenue par un partenariat sous forme de contrat de management ;
- + La régie communale avec autonomie financière.

A ce titre, le cadre juridique établi permet à l'Etat ou aux concessionnaires publics de déléguer à un opérateur privé qualifié tout ou partie des activités des services publics de l'eau et/ou de l'assainissement. Les opérateurs privés peuvent également intervenir dans le cadre de contrats de management conclus avec les concessionnaires publics ou avec leurs filiales, ce qui est le cas actuellement pour la gestion des services publics de l'eau des quatre grandes agglomérations du pays (Alger, Oran, Constantine, Annaba-el Taref).

III.2.1.5. Ian financier

Les charges d'exploitation et de développement relatives aux activités des services publics de l'eau potable et de l'assainissement sont couvertes par les produits de la tarification. La tarification des services publics de l'eau potable et de l'assainissement est encadrée par un système tarifaire fixé par l'Etat.

Ce système tarifaire est basé sur les principes (**Nassira FERROUDJ, 2017**) :

+ **de progressivité** des tarifs en fonction des tranches de consommation et de sélectivité selon les catégories d'usages ;

+ **de solidarité** entre les usagers avec un tarif social correspondant aux consommations vitales ;

Les barèmes tarifaires par zones homogènes sont fixés par l'organisme exploitant ; ils sont contrôlés par l'autorité de régulation et approuvés par l'autorité concédante.

Une dotation financière permet de compenser les charges subies par l'organisme exploitant au titre des sujétions de service public et notamment lorsque les tarifs approuvés par l'autorité concédante sont inférieurs aux coûts réels de gestion.

III.2.1.6. Plan institutionnel

Les services publics de l'eau potable et de l'assainissement sont régulés par une autorité administrative autonome qui veille à leur bon fonctionnement en prenant notamment en compte les intérêts des usagers.

Cette autorité de régulation est chargée notamment de (**Nassira FERROUDJ, 2017**):

- ✚ évaluer les indicateurs de qualité des services fournis aux usagers par les organismes exploitants ;
- ✚ contrôler les coûts et les tarifs des services publics de l'eau potable et de l'assainissement ;
- ✚ contribuer à la mise en œuvre des opérations de délégation de gestion.

III.3. Renforcement la commune par l'organisation des services d'eau potable et d'assainissement

Depuis les années 1990, de nombreux pays d'Afrique se sont engagés dans des processus de décentralisation. En matière d'eau potable et d'assainissement, ces processus ont conduit au transfert progressif de compétences aux collectivités locales. Cependant, ces transferts n'ont pas toujours été accompagnés de ressources humaines et financières nécessaires pour que les autorités locales assument pleinement leurs nouvelles responsabilités.

En réponse à cette situation, les acteurs locaux engagés dans des programmes de coopération internationale (collectivités, associations, agences de l'eau, etc.) sont venus appuyer ces autorités locales pour renforcer leurs capacités. Les investissements réalisés dans ce cadre constituent alors pour les collectivités une opportunité d'exercer concrètement leurs missions. Néanmoins, les modalités d'intervention pour accompagner les communes à développer leurs services d'eau et d'assainissement sont peu connus.

Ministère des ressources en eau (MRE) s'intéresse depuis de nombreuses années aux problématiques liées à l'organisation et à la gestion des services d'eau potable et d'assainissement à l'échelon local, dans les pays en développement. À la suite du programme Stratégie Municipale Concertée mené de 2007 à 2010, il a plus récemment animé des travaux sur ces aspects :

- ✚ Une étude Maitrise d'ouvrage des services publics d'eau et d'assainissement, besoins en termes de renforcement des capacités dans les pays africaines ;
- ✚ Un groupe de travail animé en 2015 sur le thème : Maîtrise d'ouvrage locale des services publics d'eau potable et d'assainissement ;

À l'issue de ces travaux, il a été proposé de rédiger ce présent guide afin de donner des repères aux acteurs locaux de coopération internationale pour qu'ils accompagnent les collectivités locales d'Afrique francophone dans l'organisation des services d'eau potable et d'assainissement.

Ce guide leur donne des repères pour définir leur stratégie d'appui en suivant trois grandes étapes (**pS-Eau, 2015**) :

- ✚ Étape 1 : Identifier les compétences à renforcer : connaître les compétences effectivement exercées par les collectivités locales en matière d'eau potable et d'assainissement et préciser celles qui sont à renforcer ;
- ✚ Étape 2 : Définir les modalités d'appui : déterminer l'intervention pour accompagner les collectivités locales dans l'exercice de leurs compétences eau et assainissement ;
- ✚ Étape 3 : Préparer la mise en œuvre des mesures d'accompagnement : mobiliser les partenaires techniques et financiers pour mettre en œuvre cet appui et prévoir un suivi du renforcement.

III.3.1. La décentralisation des services d'eau potable et d'assainissement

Généralement, la décentralisation s'accompagne de la création de nouvelles entités des collectivités locales (communes.. etc) qui se voient notamment transférer des compétences dans la délivrance des services d'eau potable et d'assainissement

Parallèlement, les services déconcentrés de l'Etat voient leur rôle évoluer : ils sont censés intervenir désormais en appui aux collectivités locales pour qu'elles organisent sur leurs territoires les services d'eau potable et d'assainissement. Ils interviennent également

dans le suivi, pour le compte de l'État, des actions conduites par les collectivités (**pS-Eau, 2015**).

III.3.1.1. Un processus global et accompagné par de nombreux acteurs

La décentralisation est un processus de changement qui concernent plusieurs champs de compétences et impliquent de nombreux acteurs. Or, accompagner le développement des services locaux d'eau potable et d'assainissement apporte qu'une réponse sectorielle, limitée par rapport aux besoins plus globaux d'une collectivité territoriale, dont l'organisation et le fonctionnement quotidien restent à construire ou sont à l'état embryonnaire et fragile. C'est pourquoi, avant de se lancer, il est nécessaire de bien analyser le niveau de décentralisation et l'ensemble des compétences transférées et réellement maîtrisées au niveau des communes afin de se donner des objectifs de renforcement des capacités qui soient réalistes, adaptés aux moyens et besoins de la collectivité accompagnée. Cette analyse concerne les compétences spécifiques en matière d'eau potable et d'assainissement mais aussi les compétences plus globales des collectivités. En effet, il sera difficile pour une collectivité d'organiser un service d'eau potable et d'assainissement si elle ne maîtrise pas déjà suffisamment sa programmation et sa gestion budgétaire.

Les acteurs de coopération ne sont pas les seuls à accompagner les communes dans leurs missions. Il est conseillé de s'informer préalablement sur les programmes d'appui à la décentralisation développés dans le pays d'intervention pour en faire profiter la collectivité partenaire et pour inscrire son accompagnement en cohérence avec l'existant.

Ces programmes sont spécifiques aux services d'eau potable et d'assainissement ou apportent un appui plus global. Il est possible d'obtenir des informations à ce sujet au niveau de la collectivité partenaire, des associations des municipalités du pays, du Ministère en charge de l'eau et de l'assainissement et celui en charge des collectivités territoriales et de la décentralisation (**pS-Eau, 2015**).

III.3.2. Rôle de la commune dans la coordination entre les services EAH (Eau-Assainissement-Hygiène)

La fonction de coordination renvoie au rôle central des collectivités dans l'organisation des services d'eau potable et d'assainissement. Cela suppose de dialoguer avec l'ensemble des parties prenantes afin d'assurer la cohérence des actions menées sur le territoire. Pour cela, la commune doit non seulement être régulièrement informée des

interventions réalisées sur les services d'eau potable et d'assainissement dont elle à la responsabilité, mais aussi être celle qui donne le cadre à ces interventions, voire qui les impulse.

Dans les faits, cette fonction n'est pas toujours aisée à assumer par la commune et cela pour plusieurs raisons (**pS-Eau, 2015**) :

Une décentralisation partielle des compétences : si le transfert des compétences aux communes est prévu, celui-ci n'est pas toujours effectif ou que partiellement (un transfert des pouvoirs sans le transfert de moyens). Certaines communes n'ont pas vraiment eu l'occasion d'exercer et de s'approprier leurs nouvelles compétences et ne sont donc pas perçues comme l'acteur central des services d'eau et d'assainissement sur leur territoire ; l'existence de pouvoirs traditionnels : les autorités traditionnelles jouent parfois un rôle prégnant auprès des usagers aux côtés des collectivités locales qui peuvent alors manquer d'une part de légitimité auprès de leurs administrés ;

Une multitude d'acteurs : de nombreux acteurs (comité de gestion, opérateurs, associations locales ou extérieures, etc.), interviennent localement sans toujours associer les autorités communales ce qui contribue à les déposséder de leurs compétences (tant d'un point de vue de la légitimité que de la capacité à agir) ;

Ainsi, la commune n'a pas toujours une connaissance claire de ses responsabilités et elle n'est pas toujours identifiée comme l'autorité organisatrice des services d'eau potable et d'assainissement.

III.3.3. Amélioration des acteurs locaux par la connaissance sur le contexte sectoriel

Le manque de reconnaissance de la commune comme autorité organisatrice des services EAH peut s'expliquer par un manque de connaissance du contexte institutionnel que ce soit au sein même de la commune (élus et agents), mais également auprès des acteurs impliqués dans le secteur (usagers, opérateurs, services déconcentrés, etc.).

Comment accompagner la commune ?

Diffuser (voire élaborer) des guides, plaquettes de vulgarisation sur le contexte sectoriel destinés à la commune et aux acteurs impliqués sur les services d'eau potable et d'assainissement. Souvent ces outils existent déjà et sont disponibles auprès des ministères en charge des secteurs EAH ;

Organiser dans le cadre de la mise en œuvre d'un projet eau/assainissement, des réunions d'informations avec l'ensemble des parties prenantes pour rappeler le cadre légal et le rôle de chacun. La collectivité peut aussi participer aux réunions sectorielles organisées au niveau national/régional.

III.3.3.1. La légitimité et la reconnaissance de la commune

Cette reconnaissance vient des acteurs impliqués dans la définition, la gestion et le suivi des services EAH (pS-Eau, 2015) :

- + les chefs de quartier/chefs traditionnels ;
- + les représentants des usagers ;
- + les représentants des services déconcentrés de l'État et acteurs impliqués dans la thématique (hydraulique, environnement, urbanismes, santé, éducation nationale, etc.) ;
- + Les représentants des référents communautaires impliqués sur l'eau, l'assainissement, l'hygiène, la santé, l'environnement ;
- + Les associations/opérateurs privés gérant les systèmes d'eau potable et d'assainissement sur le territoire communal ;
- + les associations de femmes ou autres structures associatives actives localement sur l'eau et l'assainissement ;
- + les éventuelles associations de gros consommateurs d'eau ou gros pollueurs (les agriculteurs, les petites industries/activités artisanales, les hôteliers ou restaurateurs, etc.) ;
- + des notables considérés comme incontournables par la commune.

La commune doit également être associée systématiquement par les acteurs intervenant ponctuellement dans le service, comme les acteurs locaux de la coopération internationale.

Comment accompagner la commune ?

Lorsque la commune n'est pas directement à l'initiative des actions entreprises sur son territoire en matière d'eau potable et d'assainissement (projets initiés par l'État, par des entreprises ou des associations locales, réalisés avec un soutien ou non de partenaires extérieurs), cela se traduira par :

Encourager les acteurs intervenants sur le territoire communal à informer les élus et services communaux de leurs actions pour s'assurer qu'elles soient conformes à la

stratégie locale. Vérifier notamment qu'elles s'inscrivent dans le plan de développement communal, voir le plan local eau et assainissement lorsqu'il existe.

Soutenir la mise en place d'un comité de pilotage présidé par la commune (élus et techniciens) pour les projets eau et assainissement mis en œuvre sur son territoire et cela dès la conception de l'intervention.

Renforcer les capacités de la commune à organiser et à assurer la cohérence entre les différentes initiatives menées sur son territoire en matière d'eau potable et d'assainissement (qu'elle en soit ou non à l'initiative). Cela sera d'autant plus aisé si elle a élaboré son document de planification stratégique, qui fixe les priorités et modalités d'intervention (voir parties suivantes, fonction politique et planification) ;

III.3.3.2. Accompagner la commune dans l'animation du dialogue sectoriel local

En animant un dialogue sectoriel régulier à l'échelle de son territoire, la commune gagne en visibilité et en légitimité. Elle doit pouvoir consulter les parties prenantes d'un service EAH dès que nécessaire et inversement les usagers, opérateurs, etc. doivent pouvoir faire remonter leurs préoccupations auprès de la commune.

Comment accompagner la commune ?

Faciliter la visibilité/disponibilité des élus et des agents communaux pour répondre aux sollicitations des acteurs locaux (renforcer leur présence sur le terrain, assuré des permanences téléphoniques pour intervenir en cas de pannes, organiser des permanences d'élus, etc.)

Appuyer la commune dans l'organisation et l'animation de réunion publique pour renforcer sa communication aux usagers sur sa politique et le fonctionnement des services d'eau potable et d'assainissement (expliquer les principes de la tarification en vigueur et à quoi cela sert ; informer de nouveaux travaux, etc.)

Renforcer le fonctionnement des espaces de concertation locaux existants ou en créer des spécifiques du type commission communale (voir encadré). Ces commissions sont intéressantes pour suivre l'état d'avancement de la planification communale et mettre à jour les données des plans locaux.

III.3.4. La commune planifie le déploiement des services EAH

Afin de planifier le développement des services d'eau potable et d'assainissement, il est important que la commune dispose d'informations précises sur ses ressources en eaux et leurs usages, les infrastructures des services EAH présentes sur son territoire et leur niveau de fonctionnement, la demande des usagers, les acteurs impliqués dans le service et leurs contraintes, etc. Cette phase correspond à l'élaboration du diagnostic.

Sur la base de ce diagnostic, elle sera plus à même de fixer ses priorités d'intervention en matière d'eau potable et d'assainissement dans son plan stratégique. Cette priorisation s'effectue sur la base du diagnostic et après une concertation avec les acteurs du territoire. Ces discussions sont un bon moyen pour anticiper les conflits d'usage, mais aussi pour faciliter la participation de tous dans les actions à mener ou encore sensibiliser sur la nécessité de protéger la ressource.

Enfin, il faudra que la commune les décline en plan d'actions et d'investissement afin de se structurer pour assumer pleinement ses responsabilités en mobilisant les moyens financiers (via la fiscalité locale, le tarif de l'eau, les financements extérieurs) et humains pour mettre en œuvre son plan et suivre sa réalisation.

La planification locale eau et assainissement est donc une démarche facilitant la compréhension des enjeux sur le territoire, l'expression d'une vision partagée du développement local, et préparant la réalisation des projets. Dans le contexte actuel, où de nombreux aléas climatiques perturbent le bon fonctionnement des services, il est plus que nécessaire pour les collectivités d'avoir cette vision élargie dans le temps et l'espace (à l'échelle du bassin versant) pour mieux prioriser ses interventions.

Cependant à l'heure actuelle les communes manquent d'outils taillés à leur mesure pour animer la démarche de planification locale du secteur :

Les territoires communaux sont souvent étendus et difficiles à parcourir. Les équipes communales peuvent éprouver des difficultés pour disposer d'une connaissance précise et actualisée de leur territoire et du fonctionnement de leurs systèmes d'eau potable et d'assainissement (pS-Eau, 2015).

Les parties prenantes dans le service (usagers, exploitants, associations) sont principalement interrogées au moment du diagnostic, mais ne sont pas toujours associées au moment de prioriser les actions et de suivre l'application du plan ;

La mise en œuvre des plans locaux fait souvent défaut, faute de moyens humains et financiers correspondants à l'ambition des plans élaborés. Les moyens existants au sein de la commune pourraient être plus facilement mobilisés si les plans d'actions étaient plus modestes.

III.3.4.1. Mise en œuvre le plan EAH de la commune

La Consolidation les moyens de la commune pour mettre en œuvre son plan EAH

Non seulement le document de planification oriente les interventions de la commune, mais il permet également de mesurer les besoins financiers nécessaires et peut servir dans la mobilisation des partenaires.

Comment accompagner la commune ?

Appuyer la commune dans sa communication autour du plan local : le traduire en des fiches projets synthétiques à présenter à des partenaires techniques et financiers, en plan d'action utile au pilotage des services, en faire un document de référence pour tout partenaire qui souhaiterait intervenir dans la zone, le décliner en plaquette d'information et de sensibilisation des usagers et opérateurs locaux.

Apporter des moyens financiers pour lancer les premières interventions et concrétiser le plan d'action.

III.3.5. Développement des services EAH

Le développement des infrastructures des services EAH de la commune, se fait Dans le cadre d'encouragée à (**pS-Eau, 2015**):

- ✚ Lancer ou superviser la conduite d'études préalables de faisabilité technique et socio- économique : avant - projets sommaires, avant-projets détaillés, comptes d'exploitation prévisionnels des services, etc. ;
- ✚ Mener la passation de marché afin de recruter les prestataires ;
- ✚ Assurer le contrôle de l'avancement des travaux et valider la bonne exécution des prestations.

Ces activités concernent la construction des infrastructures, mais aussi le renforcement des capacités nécessaires pour un bon fonctionnement du service, ainsi

que la promotion de l'hygiène et la sensibilisation à l'assainissement. L'enjeu est de s'assurer de la qualité des ouvrages et prestations ainsi réalisés.

Cette fonction correspond à la mission du maître d'ouvrage telle que définie dans le cadre des marchés publics. Pour ces tâches, la commune peut s'appuyer sur un maître d'œuvre (ou un assistant à maîtrise d'ouvrage) qui peut être un bureau d'études ou une ONG professionnelle. Cet organisme l'assiste dans la réalisation des cahiers de charges (dossiers, d'appel d'offre (DAO), terme de références (TDR), etc..) la sélection des candidats, et le suivi des travaux. La première étape consiste alors à identifier ce maître d'œuvre et à contractualiser avec lui afin de définir clairement son rôle et responsabilités (voir les définitions du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre dans le glossaire) (pS-Eau, 2015).

Enfin, l'ensemble de ces activités ne pourrait être mené sans moyens d'investissement, qui font généralement défaut au niveau des collectivités

Chapitre IV : Eau dans les pays en développement

Introduction

Une eau propre et accessible est essentielle à la santé humaine, à un environnement sain, à une réduction de la pauvreté, à une économie durable, et à la paix et à la sécurité. Pourtant, plus de 40 % de la population mondiale n'a pas un accès suffisant à de l'eau propre. En 2025, d'après l'ONU-Eau, 1,8 milliard de personnes vivront dans des pays ou des régions où la pénurie d'eau sera totale. Le manque d'eau représente une grave menace pour de nombreux secteurs, notamment la sécurité alimentaire. L'agriculture consomme environ 70 % de l'eau douce accessible dans le monde (Marc Bied-Charreton et al., 2006).

Les pays en développement sont les plus touchés par les pénuries d'eau, les inondations et la mauvaise qualité de l'eau. Dans ces pays, près de 80 % des maladies sont liées à des services d'eau et d'assainissement inappropriés. Les sources d'eau fiables commencent à être contaminées par la pollution ou l'élévation du niveau de la mer dans de nombreux pays. Les femmes et les filles sont touchées de façon disproportionnée par le stress hydrique et le manque d'hygiène. Ces facteurs peuvent nuire à leur santé, à leur sécurité et à leurs chances de participer aux activités économiques. Les femmes et les filles assument souvent la principale responsabilité de la gestion des ressources naturelles, en particulier pour l'usage ménager et l'agriculture à petite échelle. Elles sont ainsi des agents clés du changement des pratiques de gestion durable de l'eau.

La question de l'approvisionnement et de l'assainissement se trouve inextricablement liée à celle de l'urbanisation dans les PED. La planète regroupait 50% d'urbains en 2002, elle en comptera 59% en 2025 ; ce processus croissant d'urbanisation va s'accompagner d'une concentration de la population dans de très grandes agglomérations. Compte tenu de la poussée démographique, c'est dans les PED que le nombre de mégapoles dépassant un million d'habitants est le plus élevé - nombre qui devrait inévitablement augmenter dans les prochaines années. La desserte des quartiers périphériques de ces mégapoles se pose de manière croissante, mais les obstacles

institutionnels et financiers demeurent. Rappelle on que « l'eau représente un service coûteux, difficile à facturer au "juste prix", en particulier dans les pays en développement touchés par une forte croissance urbaine. Il est coûteux en niveau, en raison du volume des investissements fixes requis. Il est surtout coûteux en termes relatifs, en raison de l'importance de ces coûts fixes par rapport aux coûts totaux. ». Les compagnies de distribution et de traitement de l'eau sont disposées à entreprendre les travaux nécessaires, mais la mise en œuvre effective bute sur des problèmes de solvabilité des usagers et d'entretien des réseaux.

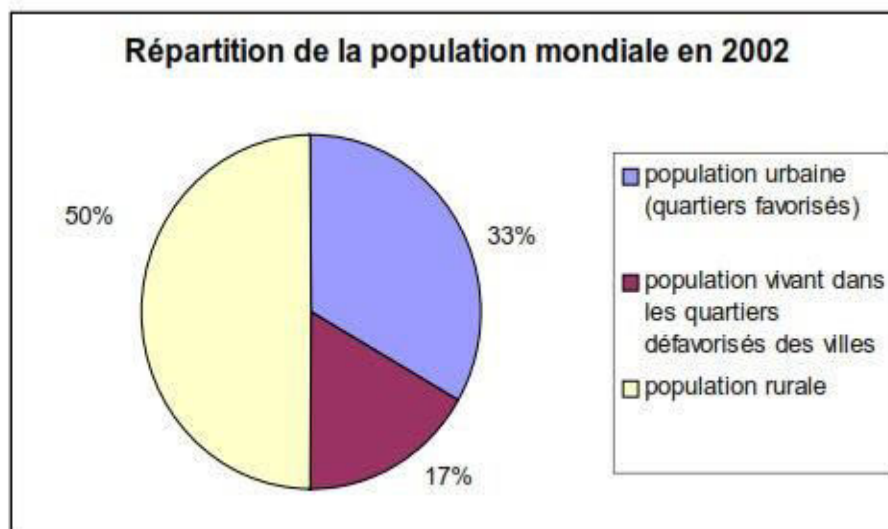


Figure IV.1. Répartition de la population mondiale (ONU habitat ,2001 et AITEC ,1994) d'après Marc Bied-Charreton et al ,2006

L'évolution de la répartition des populations entre zones rurales, zones urbaines favorisées et défavorisées

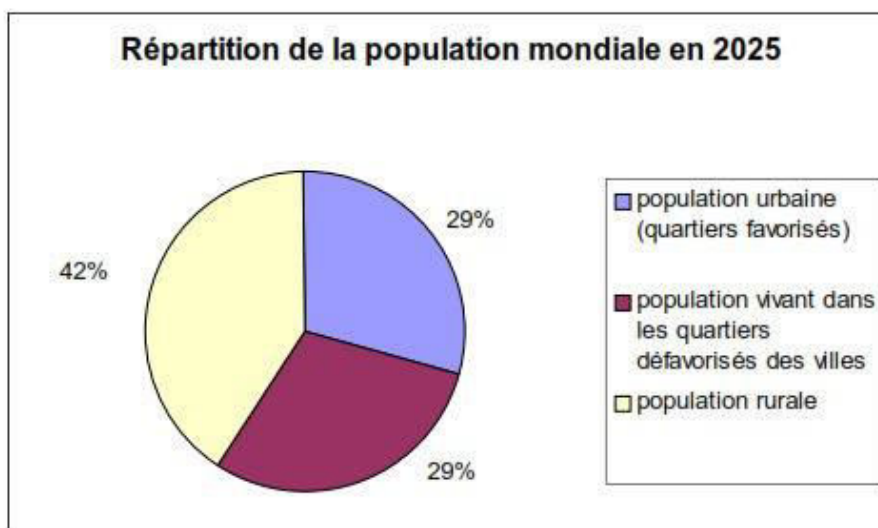


Figure IV.2. Répartition de la population mondiale (Marc Bied-Charreton et al)

Dans les villes des PED, les habitants de quartiers défavorisés consomment de 10 à 40 litres d'eau journaliers pour leurs besoins.

Le document source de l'AITEC (1994) d'après Marc Bied-Charreton et al, 2006 précise que dans les villes du Sud, en moyenne 20 à 40% des habitants d'un quartier n'a pas d'accès à l'eau potable ; les corvées d'eau prennent de nombreuses heures quotidiennes, pour un résultat pour le moins aléatoire ; ce sont généralement des corvées dont s'acquittent les femmes et les enfants. Dans certains quartiers, le ravitaillement se fait par camions citernes et de façon informelle. Dans de telles conditions, il peut avoir lieu au prix fort, un prix d'or par rapport aux tarifs du réseau courant dont bénéficient d'autres quartiers et usagers. Cette exclusion de certains consommateurs et le développement de rentes de situation contestent la notion de service public.

Dans les villes se pose avec acuité le problème de l'évacuation des déchets et des eaux usées, qui contribuent à la pollution des ressources hydriques de surface et souterraines. Les conséquences sanitaires de l'absence d'infrastructure adéquate et suivie sont alors désastreuses.

Par ailleurs, concernant l'usage agricole des puits urbains, les puits individuels dans les villes ou à leur périphérie sont en majorité non potables et servent au jardinage, parfois au petit maraîchage.

Les PED n'ont souvent que peu de moyens pour faire face à cette pollution en extension et les capacités de stockage et de traitement des déchets sont limitées. Localement, certaines organisations promeuvent des solutions localisées et adaptées aux besoins essentiels en eau potable, moyennant des contreparties financières raisonnables et collectivement acceptées. Les travaux d'ENDA tiers-monde et en particulier de l'équipe ECOPOP (Economie Populaire) donnent un aperçu de l'action des ONG.

Quelle gouvernance urbaine, quelles politiques de la ville, quels services publics faut-il envisager, en particulier pour satisfaire des besoins élémentaires comme l'eau domestique, et à quel prix ? Le « tout marché » va-t-il tout régler et faudra-t-il confier le service de l'eau aux grandes multinationales de la distribution et de l'assainissement ?

L'approvisionnement d'une population en forte croissance sur un périmètre réduit pose aussi le problème de l'acheminement de l'eau et de l'épuisement des réserves d'eau douce disponibles. Roger Cans (Marc Bied-Charreton et al ,2006) avance l'exemple de Dakar, la capitale du Sénégal qui « a longtemps puisé son eau en sous-sol, faute de rivière capable d'approvisionner la presqu'île. Mais les nappes souterraines ont été surexploitées, de sorte que la société de distribution va maintenant chercher son eau dans le lac de Guiers, situé à 240 kilomètres. ». Finalement, le modèle marchand de distribution de l'eau reposant sur le principe de tarification permettant le recouvrement complet des coûts mérite d'être confronté à la situation d'extrême pauvreté dans laquelle nombre d'habitants vivent, en zone rurale comme en zone urbaine. Peut-on décemment exiger d'Etats parfois très lourdement endettés, le financement d'un service public, mais surtout d'un besoin élémentaire et vital ? La coopération internationale qui joue déjà un rôle très important dans le financement des infrastructures, ne devrait-elle pas aussi permettre à chaque être humain d'avoir accès à une eau potable, qu'il vive à Bombay, Dakar, Lima, Paris ou Toronto ?

IV.1. Les problèmes sanitaires liés à l'eau

Si l'eau peut être perçue au niveau religieux comme une source de pureté ou de vie nouvelle, le bilan sanitaire des maladies véhiculées par cette ressource demeure très lourd. Pasteur a bien résumé cette situation en affirmant que nous buvons 80% de nos maladies !

Du point de vue de la composition chimique, certains éléments peuvent s'avérer nocifs, voire mortels, au-delà ou en deçà de certaines concentrations. Le manque de

fluorures dans l'eau peut ainsi engendrer des caries, mais son excès peut entraîner en revanche des lésions osseuses graves. De même, une concentration d'iode trop faible peut être responsable de troubles de la thyroïde (goitre). La présence de nitrates dans l'eau peut également conduire à la mort du nourrisson, par asphyxie (phénomène de méthémoglobinisation). Ces maladies liées à la composition chimique de l'eau sont sans doute moins graves que les virus qui sont transmis par l'eau, mais elles peuvent avoir une incidence grave à long terme. L'eau est en effet le véhicule de nombreux agents pathogènes comme les bactéries salmonelles, les vers ou les parasites. Mais l'eau peut être également le lieu de reproduction d'insectes et donc de maladies transmissibles par leur intermédiaire (fièvre jaune, paludisme). Le paludisme, qui touche essentiellement le continent africain, provoque également la mort de plus d'un million de personnes chaque année et touche deux milliards d'individus en grande majorité dans les PED. Ce chiffre tient surtout aux difficultés d'éradication du vecteur, le moustique ; or la présence de celui-ci est très liée à la présence d'eau. Il en est de même d'un certain nombre d'autres maladies tropicales comme l'onchocercose, la bilharziose, les filarioses, dont les vecteurs sont liés aux eaux, par exemple de barrages et de canaux d'irrigation.

Enfin, les maladies diarrhéiques demeurent un problème important, en particulier en zone tropicale où elles constituent l'une des causes principale de mortalité infantile. Les maladies se transmettent par l'ingestion d'une eau souillée, notamment par les selles, ou encore par l'ingestion d'aliments lavés à l'aide de cette eau. On distingue les diarrhées d'origine infectieuse (bactéries ou virus) des diarrhées d'origine parasitaire. Le rapport mondial sur la mise en valeur des ressources en eau (2003) rappelle ainsi qu'en 2001, près de 2 millions de personnes dans le monde sont décédées suite à des diarrhées infectieuses (les deux tiers d'entre elles étaient des enfants âgés de moins de cinq ans). Ce bilan sanitaire, dont le coût humain et économique (une personne malade ne pouvant développer des activités productives) est très lourd, pourrait cependant être amélioré si des règles d'hygiène minimales étaient adoptées, en particulier pour lutter contre les maladies diarrhéiques. L'OMS a établi des normes de qualité pour l'eau destinée à l'alimentation en eau potable, mais tous les pays ne suivent pas les recommandations de cette organisation en partie faute de moyens humains et financiers, ce qui pose le problème de l'application dans le droit national de normes reconnues à un échelon supérieur.

Afin de remédier à cette situation, le développement de l'assainissement est une priorité, car la restauration de la qualité de l'eau est un facteur important. Cependant, il

est également nécessaire de développer l'éducation sanitaire pour l'eau et l'alimentation (auprès des parents comme des enfants) ainsi que l'hygiène individuelle et collective. Jean Dausset (1998) affirme ainsi, en conclusion d'un article consacré à ce sujet que « cela confirme la nécessité, pour protéger efficacement la santé contre les risques de l'eau, de ne pas se limiter à la seule action sur la gestion de l'eau, même en tenant compte des conditions socio-économiques (...). Il convient d'agir en même temps pour développer

IV.2. L'eau et l'agriculture

La disponibilité des ressources en eau est aussi un élément essentiel pour assurer la sécurité alimentaire au niveau national et plus généralement l'ensemble de la production agricole, y compris l'élevage. Or, de nombreux PED souffrent encore de sous-alimentation et de malnutrition. D'après l'OMS et l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), 777 millions de personnes, dans les PED, n'ont pas accès à une alimentation suffisante et appropriée. Des progrès ont cependant été accomplis depuis le milieu des années 1960. L'OMS estime que si en 1965, la consommation alimentaire était de 2 054 kcal/personne/jour dans les PED, celle-ci atteignait 2 681 kcal/personne/jour en 1998, la plus forte progression étant enregistrée en Asie grâce à la révolution verte. D'après les travaux du Sommet Mondial de l'Alimentation et de l'Agriculture organisé à Rome par la FAO en 1996, il y a six grands régimes alimentaires dans le monde. Dans les PED, ces régimes sont basés sur des céréales comme le riz, le maïs ou le sorgho, qui réclament bien évidemment de l'eau pendant leur cycle de culture. Comment faire face à cette question de la réduction de la malnutrition et de la sous-nutrition dans une optique de pénurie d'eau ?

Grosso modo on peut séparer les systèmes de culture en deux groupes (Marc Bied-Charreton et al ,2006) :

- ✚ les cultures dites « pluviales » (souvent improprement appelées « cultures sèches ») basées sur la pluviométrie. Or on sait que dans les pays arides, semi-arides et sub-humides, le facteur « pluie » compte pour plus de 50% dans le rendement ; on mesure là les efforts à fournir par les paysanneries pour retenir l'eau et en faire le meilleur usage ;
- ✚ les cultures dites « irriguées », grosses consommatrices d'eau, comme le riz inondé et certaines céréales arrosées par pivots. Or généralement la part de l'eau consacré

à l'agriculture dans les PED est largement supérieure à 50%, voire 75% de la ressource en eau totale, renouvelable ou provenant d'aquifères. Dans une optique de raréfaction de cette ressource cela pose les problèmes de la détermination des meilleurs usages de l'eau. Faut-il consacrer tant d'eau à des usages agricoles au détriment de l'eau domestique, notamment dans les villes, ou de l'eau industrielle ? Par ailleurs, de grands progrès sont attendus de l'amélioration des systèmes d'irrigation, de la limitation de l'évapotranspiration par des pratiques culturales adéquates et des techniques de réutilisation de l'eau. En revanche, les risques environnementaux d'un accroissement non contrôlé de l'irrigation se sont accrus : dans certains oasis urbanisés on observe un mélange des eaux superficielles et des eaux des nappes profondes, conduisent à une pollution grave de ces dernières par suite d'un manque de traitement des eaux urbaines et agricoles. De même, on assiste à la stérilisation par salinisation de centaines de milliers d'hectares par an du fait d'une irrigation trop abondante en eaux légèrement salée de sols eux-mêmes légèrement salés.

Quelles sont les régulations, existantes et à renforcer, ou à mettre en place pour une meilleure gestion de l'eau ? Faut-il faire payer l'eau ? Qui doit prendre en charge les réseaux de distribution et de drainage des eaux ? Autant de défis à relever, qui doivent prendre en compte la justice sociale et l'efficacité économique dans un contexte de rareté. L'éducation, l'hygiène, la qualité de vie sous toutes ses formes et d'assurer un environnement médical suffisant pour les plus pauvres. »

Références bibliographiques

1. **SEMIDE**: Système Euro-Méditerranéen d'information sur les savoir-faire dans le domaine de l'eau. Approvisionnement en eau potable et assainissement au niveau locale .Rapport par pays Algérie, MEDA Water, 2005.
2. **Journal officiel de la république algérienne démocratique et populaire** N° 60, Code des eaux, 04 septembre 2005
3. **Marc Bied-Charreton, Raoudha Makkaoui, Olivier Petit, Mélanie Requier-Desjardins** .La gouvernance des ressources en eau dans les pays en développement : enjeux nationaux et globaux. Mondes en Développement, 2006/3 (135), pp.39-62. (hal-00387213) .De Boeck, 2006.
4. **Mohammed BENBLIDIA** ; Communication sur l'évolution du secteur hydraulique depuis l'indépendance. Commémoration du cinquantième de l'indépendance et célébration de la journée mondiale de l'eau - 21 Mars 2013
5. **Mohammed BENBLIDIA et Gaëlle THIVET**. Gestion des ressources en eau : les limites d'une politique de l'offre ; Les notes d'analyse du Centre International de Hautes Etudes Agronomiques Méditerranées (CIHAME) : N°58-Mai 2010.
6. Nassira FERROUDJ. Gestion et politique de l'eau / Droit de l'eau ; Polycopié de cours, Master I : Option : Ingénierie et gestion de l'eau. Université de SKIKDA, 2017.
7. **ONEDD** : Observatoire National de l'Environnement et du Développement Durable. Instrument européenne de voisinage et de partenariat Vers un système de partage d'informations sur l'environnement « SEIS », Rapport pays Algérie, Agence européenne pour l'environnement ; 2010.
8. **pS-Eau** : Programme Solidarité Eau. Renforcer la commune dans l'organisation des services d'eau potable et d'assainissement ; Outils et Méthodes .2015.
9. **Service de l'eau en Algérie** .Faire le droit à l'eau une réalité pour tous. Communication à la consultation des acteurs étatiques sur les bonnes pratiques dans les domaines de l'eau et de l'assainissement .Genève janvier 2011
10. **MRE** : Ministère des ressources en eau , Droit et institutions de l'eau en algérie : cadre juridique ,institutionnel et financière de la gestion de l'eau en algérie , 2013 . site Web : <https://www.riob.org/fr/file/275689/download?token=7ehhU> .
11. **MRE** : Ministère des ressources en eau , Organisation et missions du Ministère des ressources en eau, 2012 . site Web : <https://unstats.un.org/unsd/envaccounting/workshops/Morocco2012/mrc2012-11.PDF>